



BULLETIN DU CEGES



ÉDITORIAL	01	LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE FÉDÉRALE, LE PÔLE DOCUMENTATION ET LE CEGES
HISTOIRE PUBLIQUE	05	L'EXPOSITION "IMAGES INCONNUES" À GAND
	07	"LIÈGE DOCILE" ET LE FUTUR MUSÉE D'HISTOIRE MILITAIRE À MONS
	08	L'ENQUÊTE "EMPREINTES JÉSUITES"
	09	LE NORD-LIMBOURG ET LA SECONDE GUERRE MONDIALE
	11	L'HISTOIRE ORALE EN BELGIQUE
	13	JOURNÉES "JEUNES HISTORIENS" ET SÉMINAIRES
ACTIVITÉS ACADÉMIQUES	15	UNE NOUVELLE FORMULE: LES ATELIERS DE TRAVAIL ACADÉMIQUES
	16	BILAN DU PROGRAMME CONSACRÉ À LA JUSTICE DE TRANSITION
	18	LES ACTIVITÉS DU RÉSEAU <i>EUCOWAS</i>
	20	LE COLLOQUE INTERNATIONAL " <i>NATIONAL POLICE AND THE HOLOCAUST</i> "
	21	LE PROJET <i>EHRI</i> SUR LES SOURCES DE L'HOLOCAUSTE BIEN LANCÉ
RECHERCHES EN COURS	23	POURSUITE DE L'ENQUÊTE SUR L'ASSASSINAT DE JULIEN LAHAUT
	25	LES MÉMOIRES BELGES DES DEUX CONFLITS MONDIAUX
	28	DE "JUSTICE ET GUERRE" À "JUSTICE ET POPULATIONS"
	32	FEMMES ET ENFANTS DANS LES COLONIES BELGES
	35	LA POLITIQUE D'OCCUPATION EN EUROPE OCCIDENTALE, 1914-1949
	37	BOSNIE ET BASTOGNE: HISTOIRE ET MÉMOIRE DE LA GUERRE
PUBLICATIONS	40	DES <i>CHTP</i> À LA NOUVELLE <i>REVUE BELGE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE</i>
	43	VILLES EN GUERRE. LA WALLONIE SOUS L'OCCUPATION, 1940-1945
	44	LA BELGIQUE ET LE DROIT INTERNATIONAL DE LA GUERRE
	45	DE MULTIPLES PUBLICATIONS À PRIX RÉDUIT
DOCUMENTATION	46	UN NOUVEAU DÉPÔT POUR LE CEGES
	47	L'APRÈS-1945 TOUJOURS PLUS PRÉSENT DANS LES ARCHIVES
	49	LES DOSSIERS JUDICIAIRES DES DIRIGEANTS NAZIS NUMÉRISÉS
	50	LA PRESSE DE GUERRE ACCESSIBLE
	52	L'ESPACE COLONIAL DANS LA BIBLIOTHÈQUE DU CEGES
	54	DU NEUF DANS LA SECTION IMAGES ET SONS
BÉNÉVOLES	56	STAGIAIRES ET BÉNÉVOLES EN NOMBRE CROISSANT
AMIS DU CEGES	59	UNE ASBL TOUJOURS AUSSI DYNAMIQUE

LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE FÉDÉRALE, LE PÔLE DOCUMENTATION ET LE CEGES

Désormais, un *Contrat d'administration* lie le ministre de la Politique scientifique, Paul Magnette, et l'administration de Belspo, le SPP de la Politique scientifique fédérale (voir le texte à l'adresse http://www.belspo.be/belspo/organisation/doc/Org/Bestuursvereenk_2_fr.pdf). Ce contrat a été signé le 7 juin 2012 par le Ministre et le président de Belspo, Philippe Mettens. Y sont développés les principes et les mesures destinés à réformer la Politique scientifique fédérale, et en particulier les Établissements scientifiques fédéraux (ESF), entre 2012 et 2015. Le projet, très ambitieux, fourmille d'idées à mettre en œuvre dans un bref délai.

Ce *Contrat d'administration* contient aussi le plan d'une fusion de plusieurs ESF destinés à être regroupés en Pôles. Il est ainsi prévu dans un relatif court terme de parvenir à un pôle Art, un pôle Nature, un pôle Espace et un pôle Documentation. Se retrouveront, dans ce dernier, les Archives générales du Royaume et la Bibliothèque royale de Belgique. L'intention est aussi d'y associer ultérieurement le CEGES. Il s'agit donc ici d'une évolution de la plus haute importance pour notre institution, qui jusqu'à présent n'a pas été impliquée dans les discussions relatives à ces plans.

Cette façon de procéder n'est pas si étonnante: le CEGES n'est, en soi, pas représenté au sein du comité de direction qui préside le SPP Politique scientifique. Cela illustre à nouveau le problème du statut bancal du CEGES. Ce problème est désormais aussi vieux que la problématique de Belspo et peut même, dans un certain sens, être considéré comme une de ses conséquences. D'importants changements sont donc à prévoir, notamment pour le CEGES, et le *Bulletin* est le porte-parole indiqué pour clarifier la vision de l'institution et informer à ce sujet ceux qui sont sensibles à son sort.



Que représente le CEGES aujourd'hui ?

L'année prochaine, le CEGES aura 45 ans d'existence; depuis ses origines, il a grandi pour devenir un centre d'expertise sur l'histoire des guerres et des conflits du 20^e siècle¹. Sur le plan opérationnel, l'institution compte trois secteurs qui, dans la pratique de

1 Sur un plan thématique, trois priorités ont été mises en avant en 2011: 1) Le pays occupés/les occupants. Société, guerre et occupation(s) au 20^e siècle; 2) L'impact des conflits et des idéologies/régimes autoritaires au 20^e siècle, en Europe et en particulier en Belgique; 3) La société belge dans le contexte (post-)colonial.

leurs activités, sont complémentaires: les activités académiques (recherche fondamentale, colloques, ateliers de travail, séminaires, publications), l'histoire publique (projets d'étude à destination du public, expositions, ouvrages pour le public, conférences) et la documentation (archives, bibliothèque, images et sons). Ces secteurs opérationnels sont soutenus par une équipe réduite mais efficace qui assure les ressources humaines, la gestion des installations, les finances et les technologies de l'information et de la communication.

Le CEGES réside dans un magnifique bâtiment Art déco rénové, situé à proximité du nœud de communication international de la gare de Bruxelles-Midi. Le bâtiment héberge, outre une salle de lecture et des bureaux, une salle de conférence et des espaces de stockage pour le matériel documentaire. Au printemps 2012, un nouveau dépôt situé rue de Belgrade à Forest a été mis en service grâce à la Régie des Bâtiments. Cela a permis non seulement de doubler la capacité de stockage de la documentation, mais aussi d'améliorer de manière sensible la qualité de la conservation.

Le Centre a, en outre, depuis sa création, non seulement un but et une mission scientifique, mais aussi sociétale. C'est aujourd'hui, par ses activités croissantes pour le public, peut-être encore plus le cas que par le passé. Celui qui suit les médias sait que les activités du CEGES sont remarquées et que ces mêmes médias font très souvent appel à l'expertise des scientifiques du CEGES. Sur le terrain scientifique, le travail de l'institution est surtout devenu ces dernières années plus international (européen). En témoignent les nombreux réseaux auxquels le CEGES

participe (en particulier *EHRI*, *Eucowas*, le Comité international d'histoire de la Seconde Guerre mondiale). Au niveau belge, il s'est développé en un centre de contact, une plaque tournante et un portail pour les départements et les collègues de toutes les universités. En témoignent entre autres les activités de l'Association belge d'histoire contemporaine et l'édition (depuis 2012 !) de la *Revue belge d'histoire contemporaine/ Journal of Belgian History*.

Qui prend un peu le temps de regarder de plus près le contenu de ce *Bulletin* pourra constater qu'il ne s'agit pas là de vains mots. L'abondance d'initiatives de toute nature, comme le dynamisme et la qualité des collaborateurs, le rayonnement des publications et la collaboration internationale ont encore progressé en 2011-2012. Et rien n'indique que, même dans la perspective de restrictions budgétaires, nous ne puissions pas poursuivre sur le même élan. Le ministre Magnette a promis la prolongation des recherches sur l'assassinat de Julien Lahaut, la *RBHC/JBH* vit une belle reprise, le CEGES participe à la deuxième phase du PAI (Pôle d'attraction interuniversitaire) *Justice and Populations* qui vient de débiter, les communes bruxelloises ont demandé à notre institution de publier un ouvrage destiné au public sur Bruxelles et les Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale, etc. Tout cela fait que le CEGES occupe plus que jamais une place unique dans le paysage scientifique belge.

Le pôle Documentation et le CEGES

Ce qui donc figure sur la table dans la perspective des plans de fusion proposés est un tout cohérent constitué à partir de

la mission de l'institution et de l'acquis scientifique et sociétal accumulé depuis près d'un demi-siècle. En outre, il ne s'agit pas uniquement de contenu, mais aussi de manière de fonctionner. Pour le dire clairement: une institution comme le CEGES ne peut être crédible vis-à-vis des collègues des universités et d'autres institutions scientifiques dans le pays et à l'étranger, que si elle peut présenter des garanties d'autonomie scientifique et fonctionnelle. C'est d'ailleurs aussi une condition posée par la Commission européenne pour la participation à des projets européens.

Étant donné sa mission, le CEGES effectue souvent des recherches sur des thèmes à fort impact sociétal et très présents dans l'actualité. Ce fut par exemple le cas pour les recherches sur les biens juifs spoliés, sur la participation des autorités à la persécution des Juifs, sur le rôle du cinéaste Henri Storck pendant la Seconde Guerre mondiale, etc. C'est aussi manifestement le cas pour les recherches sur l'assassinat de Julien Lahaut. La dimension politique de ces études n'échappera à personne. Ce qui est ici en jeu, c'est la liberté de recherche et la dimension de critique démocratique qui y est liée. Pour ces raisons, une institution comme le CEGES a non seulement besoin d'une cloison étanche qui sépare ses programmes de recherche et ses projets du pouvoir exécutif, mais aussi d'une forme claire d'autonomie fonctionnelle qui puisse garantir à long terme son indépendance scientifique.

Par ailleurs, il faut en outre encore tenir compte d'autres données plus directes et

plus contraignantes dans cette question du statut. Ainsi, le CEGES fonctionne aujourd'hui *de facto* comme un Service d'Etat à gestion séparée, sans pour autant satisfaire aux conditions prescrites par la loi du 22 mai 2003. La Cour des comptes a, à plusieurs reprises, mis l'accent sur ce problème qui risque à court terme de mettre en danger le travail de l'institution. Comment le résoudre ? Une intégration dans les Archives du Royaume, comme prévue dans la loi-programme de 2002, est, pour de multiples raisons, apparue comme une piste irréalisable. Les missions, mais aussi les cultures de travail des deux institutions ne sont pas compatibles.

Des négociations à ce sujet ont eu lieu pendant des mois il y a deux ans, et je ne vois pas comment aujourd'hui on pourrait arriver à une autre conclusion. Vu que les obstacles politiques rendent impossible la création d'un onzième ESF, le deuxième meilleur choix reste la mise sur pied par une loi d'un véritable Service d'Etat à gestion séparée dans le giron de Belspo. Cela ne résoudra pas tout, mais au moins cela écartera le danger de l'illégalité, cela stabilisera l'institution et cela offrira une sécurité au personnel. Le ministre Magnette a exprimé le souhait de voir ces dispositions légales réalisées au plus vite.

Cette consolidation du CEGES n'empêchera pas sa future intégration dans le pôle Documentation. Cela offrira plutôt l'avantage de la clarté. Le nouveau statut du CEGES sera l'occasion d'une formulation plus explicite de la mission, de la manière de fonctionner et de la relation avec Belspo. Il sera alors aussi évident que le pôle Documentation est composé de trois entités², qui non seulement

2 Dans le futur organigramme repris dans le *Contrat d'administration*, le pôle Documentation est composé des Archives générales du Royaume et de la Bibliothèque royale de Belgique, et aucune mention n'est faite du CEGES (*Contrat d'administration*, p. 15).

doivent parvenir à la fusion de certains services d'appui, mais aussi chercher la complémentarité et le respect pour la singularité de l'apport de chacun.

Dans un article où le président de Belspo Philippe Mettens développe les idées sous-jacentes aux opérations de réforme et de fusion de Belspo et des ESF, il propose que le CEGES devienne le réceptacle des activités scientifiques du pôle Documentation³. Il établit à ce propos une comparaison avec le rôle que l'IRPA (Institut royal du patrimoine artistique) se verrait attribuer au sein du pôle Art. Cette proposition vaut certainement la peine d'être examinée, même si elle reste encore vague et si la comparaison avec l'IRPA ne peut pas être transposée sur tous les plans. L'actuel CEGES constitue un *Centre d'étude Histoire et Société*. Nous proposons d'ailleurs dans les nouveaux statuts d'ajouter ce titre explicatif à l'abréviation CEGES entre-temps connue partout. Ce titre explicatif renvoie, dans la combinaison des deux termes, en même temps à l'histoire récente et au rôle sociétal de l'institution. Si le souhait est d'étendre ce champ scientifique aux nombreuses autres domaines et périodes historiques qu'un 'pilier' scientifique du pôle Documentation pourrait compter, cela ne pourrait se faire d'une manière crédible que si un transfert de moyens et de personnes était aussi réalisé. Il est aussi important d'avoir à l'esprit que la recherche scientifique du CEGES ne part pas des collections de sources des institutions gérées au niveau fédéral. Cette recherche part des

questions qui s'enracinent dans le champ scientifique et sociétal qu'il couvre. Les points de départ ne sont donc pas les mêmes. Le défi consistera par conséquent, dans un stade ultérieur, à examiner dans quelle mesure une extension de la mission de l'actuel CEGES peut mener à un tout cohérent dans le cadre du Pôle. La question du niveau de l'autonomie scientifique et fonctionnelle reste par ailleurs toujours posée. Cela n'empêche cependant pas que nous engagions cette réflexion avec un esprit ouvert, dans la perspective que la collaboration est nécessaire et que la somme de deux plus un demi peut peut-être bien devenir trois dans notre mathématique des sciences humaines.

Rudi Van Doorslaer
Directeur

³ Voir le site de l'Académie royale de Belgique: *Du système d'innovation belge à l'organisation des Établissements scientifiques fédéraux: une indispensable évolution*. À retrouver sur: <http://www.academieroyale.be/cgi?usr=kyu6g6sw6q&lg=fr&pag=774&tab=87&rec=1144&frm=0&id=3957&flux=67161577>.

“IMAGES INCONNUES, HISTOIRES INSOLITES. BELGES EN GUERRE”

Tel est le titre de la nouvelle **exposition** qui se tiendra à l'abbaye Saint-Pierre de Gand. Il s'agit d'une production de l'*Historische Huizen Gent*, en collaboration avec l'Institut d'histoire publique de l'université de Gand et le CEGES. La même équipe est à l'origine de l'exposition, remarquable à bien des égards, “Passé coloré”, élaborée à partir de récits personnels contrastés de la Seconde Guerre mondiale.

“Images inconnues”¹ montre vingt photos de personnes ayant un lien avec la Belgique et confrontées au cours de leur vie à la guerre ou à un conflit armé. L'exposition compte autant de curateurs nous faisant découvrir ces images inconnues et nous en racontant l'histoire. Parmi les curateurs figurent surtout des historiens – dont plusieurs collaborateurs du CEGES – mais aussi des journalistes, des photographes et même des témoins directs des événements.

Les photos et les récits nous conduisent de la fin du 19^e siècle, avec les zouaves pontificaux et les volontaires flamands dans la guerre des Boers, à l'actuelle intervention de l'OTAN en Afghanistan, en passant par les deux guerres mondiales, la guerre d'Espagne, les crises congolaises,

les guerres de libération en Amérique centrale, le génocide rwandais et l'Irak. Autant de témoignages de l'implication belge dans les grands événements du sanglant 20^e siècle.

Pour le visiteur, l'exposition se présente comme une véritable enquête visant à découvrir des informations sur l'image visible en grand format. Ses concepteurs ont consciemment choisi de ne pas montrer des photos emblématiques de la guerre. Ceci dit, il est tout à fait possible que certains de ces clichés marquent à jamais le visiteur. Ces personnes et les récits qui les accompagnent paraissent extraordinaires. Pourtant, il s'agit plutôt d'histoires de gens ordinaires confrontés à des situations et à des temps sortant de l'ordinaire. Des photos apparemment banales – un petit groupe de femmes touristes, des civils anonymes à l'arrière d'un camion, un soldat fier de poser sur une moto, des fragments de tissus quelque part au Moyen-Orient – dissimulent les événements tragiques du siècle dernier. De la recherche opiniâtre d'informations sur la photo et ce qu'elle révèle, ainsi que sur le contexte social de l'évènement et des personnes, il ressort presque toujours à quel point ces gens sont normaux et proches de chacun d'entre nous. Dans ce sens, cette mosaïque de photos de l'exposition reflète aussi l'histoire sociale ‘normale’ de la Belgique.

¹ “Images inconnues, histoires insolites. Belges en guerre”, abbaye Saint-Pierre de Gand, du 16 novembre 2012 au 21 avril 2013. *Historische Huizen Gent*, Institut d'histoire publique de l'université de Gand et CEGES. Curateurs: Bruno De Wever, Martine van Asch et Rudi Van Doorslaer. Le livre associé à l'exposition paraîtra sous le même titre à La Renaissance du Livre.



changera aussi radicalement après la lecture de récits situant l'image dans son contexte ou après l'écoute de commentaires complémentaires. Que nous dit cet abîme sur la valeur de notre culture de l'image aujourd'hui, sur l'information que nous enregistrons de la sorte de façon consciente et surtout inconsciente ? Cette exposition aide à réfléchir sur notre manière de traiter le passé et nous indique que le maniement critique de l'information est en soi un défi quotidien.

RVD

En définitive, cette exposition pose surtout des questions. Peut-on présenter la réalité de la guerre de cette manière ? Peut-on rendre tangible l'atrocité de la guerre ? Et que dire du regard sur des photos (ou des images en mouvement) ? Il y aura presque toujours un gouffre béant entre le premier regard sur une photo et le deuxième ou le troisième. La vision

LIÈGE DOCILE

En décembre 2012, le musée Curtius abritera la présentation de l'**exposition** consacrée à la situation des Juifs de Liège durant la Seconde Guerre mondiale. Dans le même temps, le **mémorial** consacré aux victimes juives déportées depuis la Cité ardente sera inauguré. Ce mémorial et la future exposition s'inspirent bien évidemment de la monographie de Thierry Rozenblum, *Une cité si ardente*, ainsi que des recherches du CEGES publiées sous le titre *La Belgique docile*. L'évènement s'inscrit dans le cadre des manifestations organisées à l'occasion

de la présidence belge de l'*International Holocaust Remembrance Organization*. Un petit comité s'est créé pour porter l'initiative. Outre le CEGES, y figurent les Territoires de la Mémoire, l'université de Liège, les AGR, l'asbl La Mémoire de Dannes-Camiers ainsi que des chercheurs liégeois. Mais le projet "Liège, cité docile. Une ville face à la persécution des Juifs sous l'Occupation" est plus qu'une exposition. D'ores et déjà, vous pouvez en découvrir d'autres facettes via le site <http://www.dannes-camiers.org/012/fr/Accueil>.

CK

LE CEGES ET LE NOUVEAU MUSÉE D'HISTOIRE MILITAIRE DE MONS

La mission de documentation pour le futur Centre d'interprétation d'histoire militaire (CIHM) de Mons se poursuit au CEGES (voir *Bulletin* 44). Ce deuxième volet consiste en la récolte de **témoignages** de personnes ayant séjourné à Mons et ses environs pendant le Second Conflit mondial. De nombreuses interviews de Montois ont été réalisées au cours de ces derniers mois et diverses sources écrites (lettres, journaux intimes et autres documents d'archives) et audiovisuelles ont été repérées et étudiées afin d'en extraire les récits de vie les plus représentatifs de la vie montoise sous l'Occupation. L'utilisation de ces témoignages a pour objectif de rendre compte au sein du futur musée

de la diversité des destins montois : vie quotidienne, résistance, travail obligatoire en Allemagne, persécutions des Juifs, mais aussi enrôlement au sein de la Légion Wallonie et adhésion aux idées rexistes. Ces témoignages guideront le visiteur tout au long du parcours du Musée et lui permettront d'appréhender le conflit dans sa dimension 'humaine'. Pour rappel, le CIHM ouvrira ses portes en 2014. Pour toute information sur la mission de documentation, contactez **Sophie Soukias** (sophie.soukias@cegesoma.be ou 02/556.92.26).

SCS

EMPREINTES JÉSUITES ET SOCIÉTÉ BELGE D'APRÈS GUERRE

En 1998, une grande **enquête** était lancée parmi les anciens des collèges jésuites francophones. Elle portait sur la période 1939-1945. Quelque 400 questionnaires avaient été rentrés. Ils sont depuis lors conservés au CEGES. À l'automne 2012, l'expérience sera rééditée avec, pour groupe cible, les **rhétoriciens** des années **1945 à 1965**.

Les années 1945 à 1965 sont en effet des années clés et ce pour de multiples raisons. Sur le plan général, la société belge sort de la guerre et va être confrontée à un certain nombre d'enjeux majeurs, dont la question royale et la guerre scolaire, mais aussi le déclin wallon et la décolonisation. Sur le plan religieux, c'est tout un monde qui s'apprête à

entrer dans les débats et les changements générés par Vatican II. Sur le plan sociétal, c'est le début de l'américanisation de la société et la montée en puissance de la consommation. L'univers jésuite propose une formation qui s'adresse majoritairement

à des jeunes issus de l'élite. À travers l'enquête précédente, il était déjà apparu combien ce monde ne pouvait demeurer extérieur aux grands enjeux et débats de société. Qu'en est-il pour ces années charnières de l'après-guerre ? Mais au-delà des grands changements, l'enquête portera également sur le fonctionnement des collèges jésuites. Quel type d'enseignement y dispensait-on ? Quelles étaient les valeurs prônées et les matières les plus valorisées ? Quelle était la place de la discipline et le type de sanctions pratiquées ? Quel était le poids du message religieux et comment celui-ci était-il transmis ? L'objectif est également d'essayer d'approcher le vécu des jeunes qui ont fréquenté les collèges ces années-là. Que lisaient-ils ? Qu'est-ce qui était autorisé, recommandé ? Qu'est-ce qui était interdit ? Quels sports ces jeunes pratiquaient-ils ? Allaient-ils au café ? Comment s'habillaient-ils ? Certains élèves étaient internes. Là aussi, c'est tout un contexte de vie que l'enquête s'efforcera de reconstituer.

Cette enquête, préparée par un petit groupe de travail, sera lancée en partenariat avec les associations d'anciens des collèges d'Alost, d'Anvers, de Bergerhout, de Bruxelles, de Charleroi, de Gand, de Godinne, de Liège, de Mons, de Namur, de Tournai, de Turnhout et de Verviers. Intéressé ? N'hésitez pas à nous contacter à l'adresse mail chantal.kesteloot@cegesoma.be.

Dans les colonies belges aussi, les Jésuites disposaient de collèges. Ici, celui du Saint-Esprit à Usumbura (devenu Bujumbura, Burundi), en 1957. (CEGES, fonds André Cauvin, n° 137246)



LE NORD-LIMBOURG ET LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Le CEGES est chargé, depuis 2011, de l'encadrement scientifique du projet *"Soldatenlaarzen en kauwgom. Globaliseringserfgoed van de Tweede Wereldoorlog in de Limburgse Kempen"* (voir *Bulletin 44*). Ce nom trahit les principales lignes de force de ce projet patrimonial: examiner quel fut l'impact d'un évènement mondial sur une région refermée sur elle-même, rechercher quelles innovations en découlèrent et inventorier les traces que le conflit a laissées derrière lui.

L'image de la Campine limbourgeoise, îlot soumis brusquement en 1940 à des influences étrangères, ne correspond évidemment pas tout à fait à la réalité. Depuis l'entre-deux-guerres, la région sait pertinemment bien ce que l'«internationalisation» signifie. L'arrivée de l'industrie charbonnière a conduit à une migration ouvrière et à une présence francophone accrues. Mais une guerre mondiale, c'est tout de même encore autre chose. Une multitude de récits, de documents et d'objets en a été le résultat. Le projet désire dresser l'**inventaire** de toutes ces **sources** et les rendre accessibles au grand public. Le CEGES, en la personne de **Karel Strobbe**, assume l'évaluation des recherches existantes et la quête de nouveaux matériaux heuristiques. Cela débouchera fin 2012 sur un **guide** qui peut servir d'ouvrage de référence pour les historiens locaux et les

personnes travaillant dans le secteur patrimonial.

Le projet désire aussi créer lui-même des sources. C'est précisément l'objectif du



volet **"Histoire orale"**. Le CEGES s'est volontiers prêté au co-encadrement de ce volet. Avec les partenaires du projet (voir *Bulletin 44*), une réflexion a été menée sur les thèmes qui pouvaient être abordés dans les interviews avec les témoins oculaires. L'accent a été mis sur l'environnement quotidien, les loisirs, la culture matérielle

Une chenillette blindée Bren britannique escorte des prisonniers allemands dans les environs de Lommel le 19 septembre 1944. (© Imperial War Museum, n° B 10100)

et l'alimentation, le contact avec les Allemands, les Anglais, les Russes, etc. Au cours du second semestre 2011, le CEGES a pris en charge deux sessions de formation pour bénévoles. Les futurs interviewers ont fait connaissance avec l'histoire orale comme méthode, le travail de la mémoire humaine et l'utilisation de documents de bord. Les participants ont reçu des tas de conseils relatifs aux aspects pratiques d'une interview.

"*Soldatenlaarzen en kauwgom*" est un projet pilote. 2011 fut donc aussi une année de démarrage, de construction d'un réseau, de prise de connaissance

du projet, en bref de 'travail de fond'. Les fruits de ces efforts sont récoltés en 2012. Entre-temps, environ 40 personnes ont été interviewées, mais il y a bon espoir que ce nombre sera largement dépassé. Les résultats provisoires sont satisfaisants: des histoires inconnues remontent à la surface, des personnes qui gardaient habituellement pour elles leurs souvenirs des années de guerre profitent de l'opportunité pour les raconter librement. La recherche de sources progresse bien. Un tas de fonds d'archives jusqu'à présent inutilisés paraissent prometteurs pour les chercheurs locaux.

KS

Le Centre de mémoire de Bastogne

On s'en souvient: le CEGES participe depuis quelque temps au processus de rénovation du *Bastogne Historical Center*. Le projet prend bonne forme et évolue doucement vers sa conclusion.

Notre institution a été une nouvelle fois associée au projet par les autorités locales et les différentes sociétés de muséographie qui s'y trouvent impliquées, afin de jouer un rôle de conseiller historique et de procéder à la validation des documents (archives, photos, journaux,...) ainsi que des textes d'accompagnement. Comme au cours de la phase préparatoire, **Alain Colignon** et **Chantal Kesteloot** se sont attachés à cette mission.

On peut espérer assister à l'inauguration du site rénové dans le courant de l'année 2013.

Nous vous tiendrons de toute façon au courant.

AC

JOURNÉE HISTOIRE ORALE EN BELGIQUE

Partant de la constatation qu'en Belgique, l'histoire orale ne cesse de se développer et se retrouve pour ainsi dire partout, le CEGES a pris l'initiative d'organiser le 18 novembre 2011 une journée d'étude autour de cette thématique. De nos jours, l'histoire orale est utilisée comme méthode dans le cadre de nombreux champs et/ou sujets de recherche: en histoire locale, des migrations, (post-) coloniale, dans l'étude du patrimoine immatériel, en histoire des mouvements sociaux ou du genre, en histoire publique, mais aussi dans l'enseignement et dans d'autres disciplines scientifiques. Cependant, on ne peut pas considérer qu'il s'agit d'un domaine ou d'un champ bien structuré: l'histoire orale en Belgique est, dans une large mesure, fragmentée, avec pour conséquence un manque d'échange d'information et d'expertise. Cette journée d'étude se voulait donc avant tout une journée de rencontre et d'exploration.

En organisant une journée d'étude consacrée à l'histoire orale, le CEGES revient à l'un de ces centres d'intérêts initiaux. L'institution a en effet joué un rôle pionnier en Belgique en matière d'histoire orale dans les années 1970. Plusieurs chercheurs de ce qui s'appelait alors le Centre de recherches et d'études historiques de la Seconde Guerre mondiale, ont interviewé systématiquement nombre de témoins clés. Aujourd'hui, le CEGES

conserve plus de 1800 enregistrements, parmi lesquels 700 interviews de la série *Jours de Guerre* de la RTBF, les interviews réalisées dans le cadre des séries de la *BRT* sur la seconde Guerre Mondiale (notamment *De Nieuwe Orde*, 1980-1989), ainsi que l'importante collection d'interviews réalisées dans le cadre des travaux de séminaires effectués sous la direction de Jacques Lory à l'UCL sur la vie quotidienne dans le Brabant wallon, le Hainaut et le Namurois entre 1940 et 1945.

La journée d'étude s'est déroulée dans la salle de conférence du CEGES. Elle fut introduite par la professeure **Selma Leydesdorff**, qui enseigne l'histoire orale et la culture à l'université d'Amsterdam. Son exposé fournit un cadre théorique général. Treize chercheurs belges (dont cinq du CEGES) ont ensuite présenté les résultats de recherches et projets concrets menés ces dix dernières années. Les thématiques abordées furent variées:

Cette photo de la journée d'étude (ici, pendant la présentation de Jan Bleven de la *KU Leuven*) témoigne du succès de l'initiative.



du rôle de l'histoire orale dans le cadre d'expositions (**Bruno De Wever**, de l'*UGent*) à l'histoire sociale par le bas (**Bart De Nil** du *FARO*, **Christine Machiels** et **Florence Loriaux** du *CARHOP*), en passant par l'histoire des migrations (**Anne Morelli** de l'*ULB*). Des exposés plus conceptuels, comme celui de **Jan Bleyen** de la *KU Leuven* (analyse de l'interview en tant que 'performance'), alternèrent avec la présentation de projets orientés vers la pratique, comme l'approche du bas vers le haut de **Severine Janssen** de Bruxelles Nous Appartient. **Peter Moorkens** du *CEGES* a abordé les aspects plus techniques de la mise à disposition des sources orales.

Le succès rencontré (plus de 80 personnes) prouve que la réflexion et l'information sur l'histoire orale en Belgique répondent à un besoin. Le public, très hétérogène, était composé de chercheurs, de travailleurs impliqués dans la préservation du patrimoine et de personnes issues du monde des médias. Malgré la grande diversité des exposés, de nombreuses thématiques n'ont pu être évoquées par manque de temps. Cette journée aura donc surtout été une première exploration de ce vaste champ, un premier pas vers d'autres initiatives.

Dans le prolongement de la journée d'étude, le *CEGES* a diffusé une **enquête écrite** (janvier – février 2012) consistant à remplir des fiches de projet. Le but était de recenser les projets d'histoire orale au sens large réalisés ces dix dernières années. Le questionnaire visait entre autres à recueillir des informations concernant la mise à disposition des résultats, leur éventuelle communication auprès du public (sous forme de publication, site web, exposition,

etc.) et les modalités de conservation des sources recueillies. Les fiches ont été diffusées en néerlandais et en français jusqu'au niveau local. Les résultats de l'enquête devraient, entre autres, permettre de mettre à jour des tendances ou des modèles dans l'examen de certaines thématiques ou l'usage de certaines méthodes; ils devraient également faciliter la détection d'éventuels problèmes ou difficultés. L'enquête a rencontré un grand succès. Au total, plus de 120 fiches ont été collationnées, et souvent elles contenaient des informations détaillées sur plusieurs projets.

Nico Wouters a rédigé un **rapport final** comprenant un aperçu de la journée d'étude (les résultats des intervenants et un compte rendu général), une bibliographie thématique pour la Belgique ainsi qu'une analyse des résultats de l'enquête. Ce rapport final est disponible sur notre site. Sur base de ce rapport, le *CEGES* se réunira fin 2012 avec d'autres partenaires pour examiner quelles nouvelles initiatives dans le domaine de l'histoire orale sont possibles en Belgique.

NW

JEUNES HISTORIENS, SÉMINAIRES PARLANT D'ICI ET D'AILLEURS...

Les journées “Jeunes historiens” et les séminaires mensuels s’inscrivent désormais dans le cadre du nouveau secteur consacré à l’histoire publique. Pour le CEGES, il est en effet essentiel d’essayer de transmettre le plus largement possible les résultats des recherches de la jeune génération, mais aussi d’inviter en Belgique des historiens renommés, tout en offrant également une tribune à ses propres recherches.

La tradition est désormais bien installée. Chaque année, le CEGES organise des journées d’étude pour et par de **jeunes historiens**. Les thèmes de prédilection sont choisis en fonction des mémoires de maîtrise présentés dans les universités belges et, bien évidemment, de leur évaluation par les promoteurs. L’objectif est néanmoins de coller aux thématiques étudiées par le CEGES. Cette année, la tâche de sélection a été largement facilitée par le nombre important de mémoires consacrés aux **deux guerres mondiales**. Certes, par des hasards liés à l’heuristique, les travaux portant sur la Première Guerre ont révélé une bien plus grande synergie entre les universités que ceux consacrés à la Seconde. Il est en effet apparu à quel point les questions de pratiques de survie au quotidien faisaient l’objet de (nouvelles ?) recherches et d’un renouveau méthodologique important. Il ne s’agit plus seulement d’étudier les institutions en tant que telles, mais aussi d’essayer de comprendre les mécanismes de leur fonctionnement, et de cerner leur

place et les rapports de force implicites ou explicites qu’elles génèrent dans une réalité sociétale en plein bouleversement. Plusieurs travaux portaient également sur des groupes ou catégories restreintes : les enfants, les églises protestantes, les évacués français.

Les mémoires consacrés à la Seconde Guerre présentaient une beaucoup

La survie au quotidien au cours de la Première Guerre constitua le thème central d’une des deux journées “Jeunes historiens” organisées en 2012. Ici, une affiche de l’Œuvre nationale des orphelins de la guerre datant de juin 1918 appelle les Bruxellois à se montrer généreux. (CEGES, n° 260610)



plus grande diversité, ce qui n’a pas toujours facilité le débat. Entre la famine Ruzagayura qui a touché le Rwanda en 1943-44, le sort des Belges internés dans des camps japonais et la mémoire de guerre de villages italiens, il n’est en effet pas toujours facile de trouver un fil conducteur. D’autres travaux portaient sur des sujets plus classiques comme le réseau Zéro, les phénomènes de dénonciation ou encore l’organisation Todt. Néanmoins les travaux relatifs à la Seconde Guerre

ne s'arrêtent pas en 1945, comme en témoigne notamment la recherche menée sur le procès Verbelen à Vienne, procès qui est indirectement à l'origine de la création de notre institution. Cette diversité est aussi clairement un signe de vitalité et d'une volonté de sortir des problématiques exclusivement belgo-belges.

En dehors de ces journées "Jeunes historiens", nous continuons d'organiser chaque mois un **séminaire** à l'attention d'un large public. Douze séminaires se sont déroulés entre l'automne 2011 et l'été 2012. Impossible de les résumer tous, mais épinglons néanmoins quelques thèmes de discussion significatifs. L'historien britannique et grand connaisseur de la Belgique, **Martin Conway**, a présenté son dernier ouvrage *The Sorrows of Belgium. Liberation and political Reconstruction, 1944-1947*. Il y propose notamment un intéressante grille de lecture sur l'importance des années de sortie de guerre en tant qu'explication globale pour le démembrement progressif de l'État unitaire. **Chris van der Heijen** a présenté les résultats de sa thèse de doctorat consacrée à l'héritage de la Seconde Guerre mondiale aux Pays-Bas; un ouvrage qui suscite un grand débat chez nos voisins du Nord. L'historien français **Jean-Pierre Azéma** a abordé le rôle de l'historien en tant que conseiller dans la série *Un Village français*. Diffusée sur France 3, cette série retrace la destinée d'un village imaginaire non loin de la ligne de démarcation. Les questions plus classiques de génocide et de persécution ont été abordées lors des séminaires d'**Insa Meinen** d'une part, de **Pim Griffioen** et de **Ron Zeller** d'autre part. **Annette Wieviorka** est, quant à elle, revenue sur la personnalité d'Eichmann, sa traque et son procès.

L'historien allemand **Peter Haslinger** est parti des circonstances historiques de la création de l'État tchéco-slovaque pour aboutir à son démembrement, un sujet particulièrement intéressant. Quant à notre collègue **Anne Cornet**, elle a présenté le fruit de ses recherches doctorales consacrées à la politique sanitaire au Rwanda durant l'entre-deux-guerres. Plusieurs séminaires ont par ailleurs été consacrés à des sujets liés à l'histoire de Belgique, depuis la question des avant-gardes artistiques belges à celle de de l'architecture et de l'urbanisme des années cinquante, en passant par la problématique des délits de presse. Enfin, un dernier séminaire a été consacré à la délicate question du **respect de la vie privée dans le cadre de la recherche historique**. On se souviendra que cette problématique avait déjà fait l'objet d'une journée d'étude et avait également été abordée sous un angle européen à l'occasion de la dernière présidence belge de l'Union européenne. Forte de ces expériences et des recherches menées dans ce contexte, la Commission de la protection de la vie privée a élaboré un vade-mecum du chercheur ainsi qu'une brochure intitulée *Comment appliquer la loi vie privée dans la recherche historique*, deux textes accessibles via le lien <http://www.privacycommission.be/fr/brochures-pour-le-chercheur>. Ce séminaire a été l'occasion de nouveaux débats sur ces questions.

Rappelons que ces séminaires sont librement accessibles et que leur programme se trouve sur notre site.

CK

UNE NOUVELLE INITIATIVE DU CEGES

Les ateliers de travail académiques

De nos jours, les chercheurs en histoire se doivent d'être présents sur différents fronts: enseignement, recherche de subsides, publications, présence dans les réseaux internationaux, etc., si bien qu'il reste peu de temps pour la recherche proprement dite. La nouvelle série d'ateliers de travail académiques du CEGES part de ces prémisses. Nous souhaitons réunir des experts issus de divers horizons et leur créer un cadre où ils pourront discuter librement entre collègues d'une question, d'un champ de recherche ou d'une thématique particulière. Il ne s'agit donc pas de colloques ouverts destinés au grand public, mais bien d'ateliers de travail fermés interactifs.

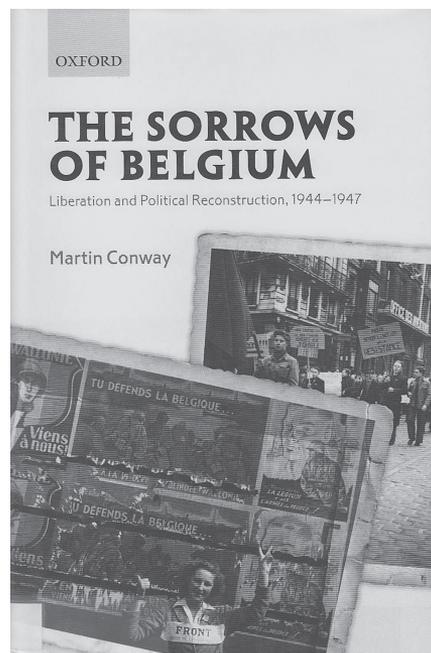
L'atelier de travail se prête bien plus à l'interaction et à la discussion que les grands colloques. L'accent n'y est pas mis sur les présentations; en outre, la formule exige une bonne préparation des participants.

Le premier atelier de travail académique organisé par le CEGES s'est déroulé le 6 septembre 2012 dans la salle de conférence de l'institution. Le thème était cette fois un ouvrage, à savoir la dernière publication de **Martin Conway**, *The Sorrows of Belgium: Liberation and Political Reconstruction, 1944-1947* (Oxford, 2012). Dans ce livre, Conway avance que les années 1944-47 ont été essentielles pour le développement politique de la Belgique.

Divers experts ont pris part à la discussion: outre Martin Conway lui-même, Emmanuel Gerard (*KU Leuven* et CEGES), Pieter Lagrou (ULB), Robert Gerwarth (*University College Dublin*), Rik Hemmerijckx (*Emile Verhaeren-museum*), Dirk Luyten (CEGES), Peter Romijn (*NIOD*), Bruno De Wever (*UGent*), Chantal Kesteloot (CEGES) et José Gotovitch (ULB). Tous avaient lu le livre précédemment et avaient envoyé leurs commentaires. Le personnel scientifique du CEGES avait aussi été invité à prendre part à la discussion.

Comme nous l'avons souligné, nous souhaitons, à travers ces ateliers de travail académiques, libérer un espace pour la discussion scientifique. Néanmoins, il nous semble important d'en tirer un résultat concret. **Nico Wouters**, qui assure la coordination des ateliers de travail, a rédigé un bref **rapport final**, disponible sur notre site, attirant l'attention sur 1) les points de vue les plus novateurs 2) les éléments essentiels de la discussion et 3) les pistes concrètes pour la recherche future. Ce rapport final est destiné à servir d'instrument de travail pour de nouvelles initiatives relatives à la thématique abordée. Les ateliers de travail académiques seront organisés deux fois par an.

La couverture du livre de Martin Conway, *The Sorrows of Belgium: Liberation and Political Reconstruction, 1944-1947*, objet du premier atelier de travail académique du CEGES.



NW

LA JUSTICE DE TRANSITION À L'ISSUE DES GUERRES ET DES DICTATURES

Les 23 et 24 mai 2012, le CEGES co-organisait un symposium international au palais d'Egmont. Cet événement scientifique marquait l'aboutissement du projet *"Transitional Justice after war and dictatorship"*, initié par le professeur émérite **Luc Huyse** et coordonné par le CEGES. Le projet a été financé par le service Consolidation de la paix du SPF Affaires Étrangères.

L'un des principaux centres d'intérêt en matière de justice de transition est de savoir comment garantir et implanter les droits de l'homme lors des périodes instables de changement de régime ou de transition politique (souvent, mais pas toujours, d'une dictature à une démocratie). Cet aspect de la justice de transition s'est particulièrement développé ces quinze dernières années. De nombreux acteurs de nature diverse – universitaires, politiciens, ONG, groupes d'intérêts – sont présents sur ce terrain. Par contre, les historiens restaient et restent encore souvent absents de ce domaine d'investigation. L'idée de base du projet était dès lors d'intégrer la dimension historique dans ces développements.

Le projet s'est déroulé en deux grandes phases. Au cours de la première, **neuf rapports** relatifs à autant de **pays européens** ont été rédigés par quatorze experts. Ils concernent la Belgique, les Pays-Bas, l'Allemagne (de l'Ouest) et la France (après 1945), la Grèce, l'Espagne

et le Portugal (années 1970), ainsi que la Pologne et la Hongrie (après 1989). Ces rapports fournissent une analyse historique de chacun des cas et mettent particulièrement l'accent sur le long terme et la mémoire collective (par exemple, l'impact de la justice de transition à travers plusieurs générations). Le 11 janvier 2012, ces experts ont présenté leur rapport au cours d'une **conférence académique** qui s'est tenue au CEGES. Par ailleurs, le professeur **Berber Bevernage** de l'*Universiteit Gent* a formulé quelques considérations critiques sur le rôle des historiens dans certaines initiatives liées à la justice de transition, comme les commissions de vérité et de réconciliation (CVR). Sur base de ces rapports nationaux, **Luc Huyse** s'est ensuite attelé à la rédaction d'une synthèse comparative et d'un projet de *'lesson's learned'* (que pouvons-nous 'apprendre' de processus et mécanismes parallèles ?).

Tout ce travail a servi de préparation à la seconde phase du projet, le grand **symposium** final. À cette occasion, les recherches menées sur l'Europe ont été commentées par cinq experts de la pratique de la justice de transition issus des pays du Sud, à savoir **Juan E. Méndez** (ONU), **Habib Nassar** (*International Center for Transitional Justice*, New York), **Eugène Nindorera** (représentant de l'ONU en Côte d'Ivoire), **Yasmin Sooka** (directrice de la *Foundation for Human Rights* en Afrique du Sud, ayant participé étroitement à la CVR dans ce pays) et **Patrick Walsh** (*senior advisor* de la CVR au Timor

oriental). **Mark Freeman**, directeur de *l'Institute for Integrated Transitions*, assurait l'introduction et les conclusions finales de cette journée.

Ce symposium fut suivi par une centaine de personnes d'horizons très divers. Il s'agissait clairement d'un public tout à fait différent du 'groupe-cible' d'historiens atteint habituellement par le CEGES. En effet, l'accent de ce symposium a été davantage mis sur les applications pratiques de la justice de transition, notamment par rapport à des pays et à des communautés où ces questions se posent actuellement (par exemple dans le cadre de ce que l'on appelle le printemps arabe).

Ce symposium ne clôt pas le projet. En effet, il est prévu que ce dernier débouche sur deux résultats concrets. Pour ce qui a trait à l'aspect purement politique, **Luc Huyse** prépare un **rapport final**. Celui-ci comprendra aussi les commentaires des experts issus des pays du Sud. Il se concentrera sur l'aspect 'leçons du passé' et comportera donc des recommandations politiques. Ce rapport sera prêt pour la fin 2012. Il sera diffusé en trois langues (anglais, français et espagnol). C'est le personnel du service Consolidation de la paix qui en assumera surtout le suivi.

La **synthèse des aspects historiques et scientifiques** du projet sera publiée séparément (en anglais). Cette publication comprendra une introduction à la



problématique, les neuf rapports nationaux et la conclusion comparative de Luc Huyse. Sa parution est prévue en 2013. La portée de cet ouvrage sera double, car non seulement il permettra de mettre en valeur le travail scientifique fourni, mais en outre il constituera une réflexion sur le principe même de ce projet, à savoir l'intégration d'une recherche 'purement' académique dans un domaine politique comme la justice de transition.

Par l'ampleur et l'ambition de ce symposium final, mais aussi par le fait que l'institution s'est explicitement positionnée comme centre d'expertise scientifique dans un domaine politique complexe en pleine expansion, ce symposium et tout le projet auront été à coup sûr un moment important pour le CEGES.

Vue d'ensemble de la prestigieuse salle Arenberg au palais d'Egmont, pendant le symposium consacré à la justice de transition, les 23 et 24 mai 2012.

NW

EUROPEAN COOPERATION ON WAR STUDIES

Réunion du réseau et conférence

Le 15 décembre 2011, le CEGES organisait dans sa salle de conférence une réunion interne du réseau international *Euowas*, dont la coordination est assurée par notre institution. Cette réunion interne fut suivie, le lendemain, d'une mini-conférence intitulée "*New European doctorate research on War, Society and Conflict*". Les orateurs étaient tous de jeunes (post-) doctorants liés aux établissements partenaires du réseau *Euowas*.

Euowas (European Cooperation on War Studies) est un réseau international de centres de recherche et de documentation historique portant sur les guerres et les sociétés contemporaines en Europe. Le réseau, dont le CEGES assure la coordination, a été lancé en décembre 2010 par six membres fondateurs.

En 2011, le nombre de partenaires a quasi doublé, passant à 11. Parmi les institutions ayant rejoint *Euowas* en 2011 figurent le *Herder Institut* de Marbourg (Allemagne), l'*Institute of History and Archives* de la *Nicolaus Copernicus University* de Torun (Pologne) et l'*University College* de Dublin (Irlande). La **réunion** du 15 décembre 2011 constituait donc aussi une première prise de contact avec quelques-uns des nouveaux membres.

L'objectif d'*Euowas* est double : d'une part, échanger des informations pratiques

entre les partenaires et stimuler les coopérations, d'autre part mettre au point des projets européens d'envergure. Lors de la réunion du 15 décembre 2011, on en est surtout resté aux principes généraux. Le quasi-doublement des membres en 2011 a en effet obligé à une certaine réflexion sur la stratégie et l'orientation future d'*Euowas*. Une nouvelle réunion s'est tenue à Marbourg le 7 juin 2012. Les lignes directrices adoptées en décembre 2011 ont été concrétisées en un certain nombre d'activités et d'initiatives pour les années à venir.

La **conférence** du 16 décembre 2011 avait été conçue de façon modeste. Il était néanmoins important d'offrir à ces jeunes chercheurs une tribune où présenter leurs recherches à un public international et en débattre avec lui. *Euowas* accorde une grande importance à l'encadrement et à l'échange de jeunes chercheurs (post-)doctorants. Pour les participants, c'était aussi l'occasion de présenter leurs résultats en anglais.

Le programme de la journée était très hétérogène et varié, ce qui fut à la fois un avantage et un inconvénient. Une certaine attention fut accordée à la Seconde Guerre mondiale via les exposés de **Koen Aerts** (*UGent*) sur la mémoire de la collaboration en Belgique, et de **Josje Damsma** (*NIOD*) sur les collaborateurs de la *NSB* pendant la dernière année d'occupation. La thématique coloniale fut également abordée, et ce à travers



les présentations de **Sarah Heynssens** (CEGES) sur les enfants métis belgo-rwandais de Save, et de **Muhamet Anda Zara** (NIOD) sur la propagande indonésienne au temps de la lutte pour l'indépendance (1945-1949). Les autres exposés témoignèrent encore d'une plus grande variété: **Vytautas Petronis** (*Herder Institut*) traita de l'ancien mythe du "loup de fer" en Lituanie et de son instrumentalisation par les mouvements nationalistes pendant l'entre-deux-guerres. **Agnes Laba** (*Herder Institut*) présenta ses recherches sur l'utilisation politique de la cartographie dans la République de Weimar. **Mare van den Eeden** (*Central European University, Budapest*) développa la question de l'influence de la pensée historique sur le concept d'Europe 'centrale', tandis que **Juliette Denis** (Université Lille 3) évoqua l'impact de la Première Guerre sur la 'soviétisation' de la Lettonie entre les deux grands conflits mondiaux.

Les différentes sessions étaient encadrées par un 'senior' du réseau. Après les présentations, une large plage horaire fut réservée aux commentaires et aux questions.

Comme nous l'avons souligné, l'hétérogénéité de la conférence fut un avantage et un inconvénient. Furent présentées des recherches pointues manquant d'un fil conducteur clair pour les rapprocher, et en plus en anglais. En pratique, la conférence s'est donc plutôt apparentée à un atelier de travail. À l'avenir d'ailleurs, ce type d'initiative s'orientera probablement dans cette direction : celle d'ateliers de travail interactifs à échelle réduite, orientés vers la discussion et l'encadrement de jeunes chercheurs dans le cadre européen.

La Lettonie dans l'entre-deux-guerres fut l'objet d'un exposé lors de la journée du 16 décembre 2011. Ici, de hautes personnalités politiques et militaires passent les troupes en revue à Riga en 1934. (CEGES, n° 68301)

NW

Le Ceges, co-organisateur de la conférence inaugurale de l'ITF "NATIONAL POLICE AND THE HOLOCAUST"

Le 25 juin 2012, le CEGES et le professeur **Dieter Pohl** de l'*Institut für Geschichte* (université de Klagenfurt en Autriche) organisaient la conférence internationale "*National Police Forces in Europe and the Holocaust 1939-1945*". Cet événement servait de coup d'envoi à la présidence belge de l'ITF (*Task Force for International Cooperation on*

Holocaust Education, Remembrance and Research). Douze experts fournirent des présentations sur le rôle des forces de police locales dans la mise en œuvre de l'Holocauste. La principale

plus-value de cette conférence fut sans conteste la forte représentation de spécialistes d'Europe centrale et orientale.

Le congrès s'est tenu au centre Lamot à Malines, en présence d'environ 140 personnes. La conférence fut inaugurée par **Rudi Van Doorslaer** (CEGES), **Jan Deboutte** (au nom de la présidence belge de l'ITF) et **Koen Verlaeckt** (secrétaire général du ministère flamand des Affaires étrangères). La conférence était

intégralement financée par le ministère flamand des Affaires étrangères, **Nico Wouters**, au nom du CEGES, se chargeant de la coordination académique et organisationnelle.

Le grand mérite de la conférence fut la présence d'orateurs d'Europe centrale et orientale. Les cas suivants furent traités: la Russie (**Sergei Kudryashov**), la Tchéquie (**Niklas Perzi**), la Pologne (**Andrzej Zbikowski**), la Serbie (**Milan Koljanin**), la Biélorussie (**Leonid Rein**), la Hongrie (**Laszlo Csoz**) et enfin divers ghettos traités par **Martin Dean**. L'Europe occidentale n'a pas été oubliée. **Tall Bruttman** a évoqué le sud de la France, **Guus Meershoek** les Pays-Bas et **Benoît Majerus** la Belgique. **Lievens Saerens** et **Herman Van Goethem** ont présenté ensemble le cas emblématique d'Anvers, ajoutant quelques éléments neufs à ce qui était déjà connu.

Le rôle des policiers 'ordinaires' dans l'Holocauste n'a clairement pas encore fait l'objet de suffisamment de comparaisons systématiques au niveau européen. Les brèves présentations en provenance d'Europe centrale et orientale ont prouvé que de nombreux résultats de recherche ne sont pas encore parvenus dans notre sphère linguistique académique. La plupart des **résumés** et quelques **présentations powerpoint** sont disponibles via le **site** du CEGES. Les pistes pour une publication future sont explorées.



La participation des forces de police à la persécution des Juifs est une question qui fait encore débat. La légende d'origine de cette photo prise le 6 juin 1942 par une agence de presse pro-allemande, "Dans le quartier Saint-Paul [de Paris], les juifs portent l'insigne imposé par la préfecture de police", veut en tout cas faire croire que la police parisienne est l'instigatrice du port de l'étoile dans la capitale française. (CEGES, n° 91070)

EUROPEAN HOLOCAUST RESEARCH INFRASTRUCTURE (EHRI)

Le projet prend concrètement forme

EHRI, qui a démarré en novembre 2010, est désormais bien lancé. Ce projet, financé dans le cadre du septième programme cadre de la Commission européenne et dont le CEGES est l'un des partenaires, a pour but de faciliter l'accès aux collections relatives à l'Holocauste, qui sont disséminées dans de multiples dépôts d'archives en Europe. Il vise aussi par ce biais à donner une nouvelle impulsion aux recherches internationales sur l'Holocauste. D'importants efforts ont été consacrés à l'infrastructure technique et de grands progrès ont été enregistrés en termes d'inventaire des collections utiles.

Identifier les collections

Pour continuer à stimuler la compréhension et l'étude de l'Holocauste, une des priorités d'*EHRI* est de faire connaître les sources en lien avec cette thématique. Cela consiste en premier lieu à identifier les institutions qui conservent des collections en rapport avec l'Holocauste et à fournir des informations sur ces collections. Dans les premiers mois du projet, fut cherchée une définition pratique et utilisable d'une 'source de l'Holocauste', qui offre suffisamment de marge pour couvrir un maximum de documents. *EHRI* s'appuie aussi autant que possible sur les résultats des efforts du passé et cherche la collaboration avec des projets en cours sur les archives de

l'Holocauste. Une liste de plus de 1500 institutions conservant des documents d'archives en rapport avec ce thème a été établie sur cette base. Pour l'instant, cette liste se limite aux institutions situées en Allemagne, dans les pays alliés de l'Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale et dans les territoires occupés. Dans l'avenir, d'autres pays seront aussi repris. La liste reste toujours sujette à extension et révision, et est donc clairement non limitative. Le but est en effet que la vue d'ensemble soit la plus complète possible.

Une prochaine étape est l'identification des collections. La plupart des sources de l'Holocauste se trouvent en effet dans des institutions où sont également conservées des sources sur d'autres périodes et d'autres sujets, comme par exemple les Archives nationales. Pour l'utilisateur d'*EHRI*, il sera cependant utile de ne retrouver sur le "*virtual research environment*" (*VRE*), le **site** qui constitue le but final du projet, que les collections en rapport avec l'Holocauste. Pour l'identification des collections, *EHRI* s'appuie aussi sur le travail passé ou sur des initiatives en cours.

En juillet 2012, l'*Institut für Zeitgeschichte* de Munich servit de cadre à un **atelier de travail** consacré aux **sources de l'Holocauste en Ukraine**. Le but était de fournir un aperçu le plus complet possible de toutes les sources présentes dans les archives ukrainiennes. Vu l'ampleur de la

population juive en Ukraine à la veille de la guerre et étant donné le grand nombre de victimes – environ un million et demi de Juifs furent assassinés – c’est un cas important. À côté de ce type



Devantures saccagées de magasins juifs lors de manifestations antisémites à Bratislava, Slovaquie, mars 1939. (CEGES, n° 70373)

de projets pilotes, EHRI travaille à des listes comprenant les plus importantes collections par pays, qui comme celle relative aux centres d’archives, sont constamment complétées.

Ces derniers mois, une partie importante du travail a été consacrée à l’écriture de **rapports nationaux**. Ces derniers décrivent de manière très succincte pour chaque pays analysé ce qui s’est passé pendant la Seconde Guerre mondiale, quel fut le sort de la population juive, comment les archives ont été structurées et quelles sont les plus importantes institutions pour ce qui a trait aux recherches sur l’Holocauste. C’est une tâche collective de l’ensemble de la section de travail “*Identification & Investigation*”, qui, outre **Veerle Vanden Daelen** du CEGES (qui la dirige), compte aussi des collaborateurs à Jérusalem, Londres, Munich et Varsovie. Il est aussi fait appel à des experts, généralement des chercheurs spécialisés dans l’étude de l’Holocauste ou des archivistes, pour obtenir les meilleurs résultats. Les rapports nationaux visent à fournir une vue d’ensemble globale, mais concise.

Protection de la vie privée

EHRI accorde une attention particulière à la protection de la vie privée. Comme on a pu le lire dans le précédent *Bulletin*,

un atelier de travail consacré à cette problématique a été organisé en mai 2011 au musée juif de Prague pour tous les partenaires d’*EHRI*. Il en est ressorti qu’*EHRI* se baserait sur la législation relative à la protection de la vie privée en vigueur aux Pays-Bas.

Les démarches nécessaires furent accomplies pour, conformément à la législation néerlandaise, notifier l’existence d’*EHRI*. Cela se fait auprès d’un agent mandaté à cet effet de la *Koninklijke Nederlandse Academie voor Wetenschappen (KNAW)*. La déclaration, qui implique notamment l’établissement d’un règlement, a été mise au point en étroite collaboration avec un comité spécial chargé de la problématique de la protection de la vie privée mis sur pied par l’équipe dirigeante d’*EHRI*. **Dirk Luyten**, qui est responsable du groupe de travail “*Privacy, access and copyright policies*” a été invité à exposer la problématique de la protection de la vie privée comme elle se pose pour *EHRI* à un congrès de *PRACTIS (Privacy appraising Challenges to Technologies and Ethics)* aux FUNDP à Namur le 24 janvier 2012. Il y est apparu que les règles européennes pour la protection de la vie privée ne sont pas très adaptées aux projets de recherche internationaux. Il est à espérer que la nouvelle réglementation en cours d’élaboration y apportera du changement. Le groupe de travail suivra de près le processus décisionnel relatif à ces nouvelles règles afin de pouvoir estimer correctement leurs implications sur le développement futur d’*EHRI*.

Vous pouvez suivre l’évolution d’*EHRI* sur le **site** www.ehri-project.eu. Vous pouvez également y retrouver les différentes activités organisées dans le cadre du projet.

HB/DL/VVD

L'ENQUÊTE SUR L'ASSASSINAT DE JULIEN LAHAUT SE POURSUIT

Le soir du 18 août 1950, Julien Lahaut est abattu sur le seuil de sa maison à Seraing. Cet assassinat n'était pas un fait divers. Figure de proue des communistes belges et meneur de grèves craint dans l'important et stratégique bassin industriel liégeois, Julien Lahaut était, pour l'extrême droite, l'incarnation de la 'cinquième colonne', un complice de l'ennemi soviétique alors que la Guerre froide atteignait un point culminant. En décembre 2008, le Sénat belge a demandé que le CEGES dispose des moyens nécessaires pour réaliser une recherche scientifique sur cet assassinat politique qui n'a jamais été éclairci.

L'attentat sur la personne de Lahaut n'a pas été revendiqué. L'enquête judiciaire, longue de plusieurs années, n'a livré aucun résultat et a été clôturée en 1972 par une ordonnance de non-lieu. En 1985, **Rudi Van Doorslaer** et **Etienne Verhoeyen**, dans leur ouvrage *L'assassinat de Julien Lahaut*, ont fait plusieurs révélations sensationnelles. Les auteurs de l'assassinat devaient être recherchés à Ha. L'homme à la tête du commando, qui dans l'ouvrage est appelé "Adolphe", était actif dans un réseau de renseignements anticommuniste. Il a, depuis, été publiquement identifié comme l'agent d'assurances François Goossens. Les auteurs ont également fait une autre constatation surprenante: le nom de Goossens avait été signalé

par les services de la Sûreté de l'Etat au juge d'instruction en octobre 1950. Au sujet du mobile et des éventuels commanditaires, les auteurs furent moins affirmatifs: ils nourrissaient des soupçons qui s'orientaient, entre autres, vers le baron Paul de Launoit, l'homme fort de la Brufina, et vers le ministre de l'Intérieur, Albert De Vleeschauwer. Ils considéraient l'assassinat comme une étape dans une tentative d'établissement d'un régime fort et même comme une tentative de rétablissement de Léopold III sur le trône qu'il avait perdu le 1^{er} août 1950.

Ces suppositions n'étaient pas sans gravité et il faut reconnaître que l'enjeu de l'affaire Lahaut n'est pas négligeable. Il est aussi remarquable qu'il ait fallu attendre jusqu'en mai 2011 pour qu'une recherche scientifique sur cette question puisse débiter, et encore, dans des circonstances précaires. Bien que le Sénat ait demandé en décembre 2008 au gouvernement fédéral que le CEGES bénéficie des moyens nécessaires à la réalisation de cette enquête, aucun financement fédéral n'avait pu encore être mis à la disposition de l'institution. Le projet a pu démarrer grâce au soutien du ministre wallon **Jean-Marc Nollet** et à une souscription publique organisée par l'eurodéputée **Véronique De Keyser**.

Dans une première phase et dans l'attente d'une disposition légale qui régleme l'accès à certains fonds d'archives, comme celui de la Sûreté

Le monument Julien Lahaut au cimetière de Seraing. Inauguré sous sa forme définitive en 1956, il comporte une statue de l'homme politique dans sa posture familière de tribun et, derrière lui, un monument plus massif symbolisant le 'peuple', que Lahaut paraît protéger. (Photo équipe projet Lahaut, CEGES).



militaire, l'enquête, menée par **Emmanuel Gerard, Widukind De Ridder et Françoise Muller**, s'est concentrée sur un certain nombre d'aspects, moins spectaculaires mais cependant non moins importants, de l'affaire Lahaut. Les événements du 18 août ont été mis en lumière le plus clairement possible et l'enquête judiciaire a été analysée. Le réseau des élites politiques et financières a été reconstruit et, enfin, les réactions du monde politique ont été étudiées.

Une constatation remarquable ressort de l'enquête archivistique : très peu de documents concernant l'affaire Lahaut ont été conservés. N'est-il pas étrange que les archives, pourtant volumineuses, de Joseph Pholien, Premier ministre, ou de Ludovic Moyersoën, ministre de la Justice, ne contiennent aucun document relatif à l'assassinat ? Ce constat ne signifie pas pour autant que ces collections ne renferment pas d'informations intéressantes: l'existence d'un réseau de renseignements privé, financé par le baron de Launoit, dirigé par deux généraux et dont André Moyen était l'agent principal, est maintenant confirmée.

L'original du dossier judiciaire a été détruit. Par un heureux hasard, la copie, qui avait été réalisée par la partie civile en 1972, subsiste et est conservée au CARCoB, l'institution chargée de la conservation des archives du Parti communiste. L'inventaire des 11000 pages et, surtout, l'étude minutieuse des procès-verbaux et de la correspondance a pris du temps mais n'a certainement pas été infructueuse. L'impression, qui ressort de l'émission diffusée en 2007 par la chaîne *Canvas* selon laquelle le premier juge d'instruction, René Louppe, aurait consciemment et avec un certain mépris

négligé certaines informations, est sans fondement. De même, André Moyen a été à plusieurs reprises dans le collimateur du juge d'instruction. En revanche, des questions se posent sur le rôle de certains enquêteurs.

Ce que la police judiciaire a recherché sans succès en 1961, à savoir le rapport d'André Moyen sur les activités de son réseau de renseignements en août 1950, les chercheurs du CEGES ont pu le retrouver... dans les papiers de l'ancien ministre Albert De Vleeschauwer. "Nous rapportons ainsi, écrit Moyen le 31 août 1950, sans commentaire les propos qui se tiennent dans le milieu que nous tenons pour responsable de l'exécution de Lahaut: il s'agit en tout cas d'un groupe apolitique et même antipolitique, patriote et désintéressé, qui avait cru d'abord n'entrer en lice qu'après l'occupation soviétique. C'est une sorte de synarchie qui a ses gens jusqu'aux enceintes les plus fermées et, pour le cas Lahaut, jusque dans les enquêteurs". À peine dix jours auparavant, De Vleeschauwer, craignant des représailles, était emmené en sécurité en France par Moyen...

La première phase de cette enquête a été fructueuse. Les assertions de Moyen, deux semaines à peine après l'assassinat, soulèvent beaucoup de questions intrigantes. Elles appellent, sans aucun doute, à continuer la recherche.

Depuis lors, le ministre de tutelle du CEGES, **Paul Magnette**, a annoncé que la Politique scientifique fédérale financera la **seconde phase de l'enquête** sur l'assassinat de Lahaut. La recherche pourra donc être poursuivie à partir de l'automne 2012.

COMMÉMORER LA GUERRE. L'ÉTAT BELGE ET LA MÉMOIRE DES DEUX CONFLITS MONDIAUX, 1914-2014

L'année 2014 marquera le coup d'envoi des commémorations du centenaire de la Première Guerre mondiale. Alors qu'une vague sans précédent de cérémonies, d'expositions et de publications s'annonce, il apparaît nécessaire de s'interroger sur les acteurs qui, depuis plus d'un siècle, ont porté dans l'espace public le souvenir des deux guerres mondiales. Plus spécifiquement, le rôle joué (ou non) par l'État dans ce processus commémoratif sera au cœur de l'analyse, afin d'éclairer comment le passé fut mobilisé dans un pays qui semble avoir peu à peu perdu de sa signification.

Deux fois occupée au 20e siècle, deux fois libérée, la Belgique s'est avérée incapable de maintenir dans la durée une mémoire commune, où les différentes parties du pays s'accorderaient sur qui étaient les victimes et les héros des deux guerres mondiales. Si les deux occupations ont été suivies d'une période d'exaltation patriotique, les anciennes fractures, notamment linguistiques, traversant le champ politique belge sont à chaque fois réapparues, plus béantes encore. Un consensus mémoriel n'a jamais tenu plus d'une décennie après chaque libération, et se fait actuellement encore attendre. En

explorant l'espace public du souvenir, cette recherche interroge la manière dont ce conflit de mémoire a pu prospérer des années 1920 jusqu'à aujourd'hui. Dans une perspective comparant l'héritage des deux conflits mondiaux, elle analyse, plus précisément, le rôle de l'État dans cet 'échec' d'une mémoire belge de la guerre.

Au cours des deux après-guerres, l'État belge s'avère un acteur incontournable de la gestion de l'héritage des occupations. Son action se traduit tant par la punition judiciaire des 'traîtres' que par l'octroi de statuts et avantages aux 'héros' et 'martyrs'. L'hypothèse qui est investiguée dans ce projet mené par **Bruno Benvindo** est que les autorités publiques ne

Une vieille dame fleurit la tombe du Soldat inconnu, à Bruxelles, en septembre 1938. En Belgique, la commémoration fut longtemps une affaire 'd'en bas' d'où l'État était remarquablement absent. (CEGES, n° 38625)



peuvent – ou ne veulent – dépasser ces interventions d'ordre individuel, et ne développent dès lors pas de politique commémorative centralisée. Le 'système' belge de régulation – à savoir la tendance étatique à déléguer des oppositions considérées comme insolubles – paraît trouver ici une nouvelle illustration : si des recherches pionnières ont pu montrer comment ce processus de délégation à des corps intermédiaires se mettait en place dans le domaine socio-économique, tout semble indiquer qu'il s'appliquait avec autant de force aux matières culturelles, et en premier lieu à la commémoration.

En Belgique, le souvenir public des deux guerres mondiales est en effet largement abandonné aux collectivités locales, mais plus encore aux communautés mémorielles (associations d'anciens combattants, de déportés, de prisonniers politiques, etc.). Ces divers groupes sociaux issus de la guerre, eux-mêmes profondément divisés idéologiquement, érigent chacun leurs propres lieux de mémoire. Un paysage commémoratif particulièrement fragmenté émerge, où chaque milieu de mémoire peut certes s'exprimer autour de 'ses' monuments, mais où aucun ne parvient à se faire véritablement entendre au-delà. Cette fragmentation n'empêche nullement ces milieux de mémoire antagonistes, chacun convaincu de leur bon droit, de tenter d'obtenir une reconnaissance nationale – symbolique ou matérielle – pour 'leur' monument. Ces processus de négociation entre communautés mémorielles et instances publiques sont ici étudiés au plus près, au même titre que les – très rares – initiatives qui ont pris l'État belge au 20e siècle pour créer des musées

et lieux de mémoire nationaux, qui dépasseraient les clivages partisans.

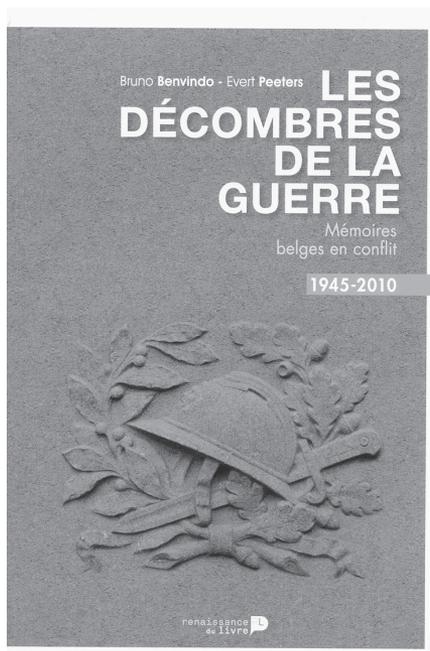
Ce projet s'inscrit dans le prolongement des recherches sur la mémoire de la Seconde Guerre mondiale menées au CEGES depuis plusieurs années. Il procède toutefois à un double déplacement. Le champ des investigations est, d'une part, élargi sur le plan chronologique : en comparant explicitement la mémoire des deux conflits mondiaux, les mutations sur le long terme que connaît la gestion du passé de guerre pourront faire l'objet d'une analyse approfondie. L'attention porte, d'autre part, sur les acteurs du souvenir, plutôt que sur les seules représentations sociales auxquelles se limitent trop souvent les études sur la mémoire collective. En se centrant sur le rôle des autorités étatiques et sur les interactions de ces dernières avec les témoins comme avec les historiens toujours plus appelés à servir d'experts, on verra comment la mémoire a pu, au 20e siècle, être érigée en catégorie d'action publique.

BB

LES DÉCOMBRES DE LA GUERRE. MÉMOIRES BELGES EN CONFLIT, 1945-2010

La Libération de 1944 ne marque pas seulement la fin d'une guerre. C'est aussi le début d'un douloureux combat pour la mémoire. Résistants et collaborateurs, prisonniers politiques et victimes de la persécution raciale, nourrissent chacun leur culte du passé. Se greffant sur les vieilles querelles belgo-belges comme sur les nouveaux antagonismes européens nés de la Guerre froide, ces mémoires rivales s'affrontent jusqu'à aujourd'hui.

Dans *Les Décombres de la guerre*, résultat d'un projet mené pendant deux ans au CEGES, **Bruno Benvindo** et **Evert Peeters** (aujourd'hui *KU Leuven*) narrent cet affrontement. Ils montrent que, dans la lutte pour le souvenir, rares sont ceux qui bénéficient d'une véritable reconnaissance. Ils sont bien plus nombreux à n'en tirer qu'amertume et déception. Cet échec de la mémoire est ici raconté à travers l'histoire des principaux lieux de mémoire de l'Occupation. Le fort de Breendonk, la colonne du Congrès, la caserne Dossin ou encore la tour de l'Yser sont analysés comme autant de monuments où témoins, citoyens ordinaires et pouvoirs publics tentent de faire valoir leurs droits sur le passé.



L'ouvrage, publié en 2012 par La Renaissance du Livre, comporte 269 pages. Il peut être commandé au CEGES au prix de 18 euros, frais de port compris (au lieu de 22 euros en librairie).

BB

HISTOIRE SOCIOPOLITIQUE DE LA JUSTICE EN BELGIQUE

Mélanie Bost et Lawrence Van Haecke achèveront bientôt leur thèse de doctorat respective, menées dans le cadre du programme fédéral de recherches PAI "Justice et Société, histoire sociopolitique de la justice en Belgique (1795-2005)", dont le CEGES est partenaire. L'une explore le rôle de la magistrature belge lors de la première occupation allemande, l'autre la répression des collaborations après la Seconde Guerre mondiale.

À l'occasion de ce *Bulletin*, les deux chercheurs ont souhaité évoquer quelques-unes des nombreuses perspectives offertes par une discipline relativement neuve dans

l'historiographie belge – l'histoire de la justice – et son intérêt pour l'étude des guerres et des occupations militaires.

Retour aux sources de la législation pénale

Le travail de **Lawrence Van Haecke** porte sur la **répression des collaborations**, un champ d'étude déjà largement débroussaillé par d'éminents historiens et sociologues. La somme de recherches consacrées à cette thématique est jusqu'ici principalement axée sur l'analyse de la collaboration, le bilan et l'impact à long terme du processus répressif. Reprenant le fil de cette histoire à rebours, le doctorant a choisi d'approfondir l'analyse du cadre légal de la répression et sa longue genèse.

À mi-chemin entre histoire du droit et histoire politique, il explore le matériel juridique à disposition de la justice militaire pour sanctionner les collaborations. Soit principalement les articles du Code pénal réprimant les crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'État ainsi que les dispositions relatives aux droits politiques et civils et à la nationalité, tels qu'adaptés par le gouvernement Pierlot à Londres en 1942 et par les gouvernements qui se sont succédé dans l'immédiat après-guerre.

Les relations droit-politique en situation de crise

En ancrant sa démarche sur un retour aux sources du droit, Lawrence Van



Walter Ganshof van der Meersch joua, comme auditeur général près la Cour militaire, un rôle central dans la répression des collaborations en Belgique après la Seconde Guerre mondiale. (CEGES, n° 31601)

Haecke explore un domaine encore majoritairement réservé aux juristes. Il l'enrichit des ressources méthodologiques traditionnelles de l'historien – contextualisation et mise en perspective temporelle – et d'archives quasiment inédites, comme celles du ministre Pierlot – cabinet ministériel, papiers personnels – et les Instructions Générales, les archives de l'Auditorat général. Cette approche lui permet de démontrer le travail du législateur et d'identifier les facteurs d'évolution des éléments de droit pénal relatifs à la répression étatique.

S'appuyant sur certaines idées de la théorie du 'sentier de dépendance', le doctorant explore l'évolution pénale des articles du Code concerné durant l'entre-deux-guerres, voire de la Première Guerre mondiale. Il prend aussi en compte les problèmes du déroulement de la répression des collaborations, comme la pression qui vient de la réalité sociale et politique de la collaboration. Ce sont des questions qui influencent largement les décisions politiques d'après guerre.

L'observation du matériel juridique sur ce temps long permet le constat suivant. Le travail du gouvernement Pierlot, souvent critiqué par les spécialistes de la répression pour son inefficacité, est en réalité peu innovant. Ses développements à Londres s'inscrivent parfaitement dans la ligne des travaux juridiques des années trente, façonnés par la crise de l'État démocratique. Durant cette période, le droit pénal fait l'objet d'une attention particulière. L'État conçoit ses instruments de défense face aux éléments déstabilisants: accentuation de la sévérité des peines, suppression du dol spécial et recours étendu au dol général,

procédés qui augmentent la certitude de la répression. Le recours généralisé à la justice militaire pour ce type d'infractions est déjà décrété en 1934 et indirectement renouvelé en mars 1940. Le gouvernement Pierlot, en fait, ne contrevient pas aux vues du Parlement belge.

L'apport de ces deux démarches – histoire du droit et 'sentier de dépendance' - à l'histoire politique de la guerre est de mettre en lumière la stratégie du gouvernement de Londres. Dans un contexte d'instabilité institutionnelle, le gouvernement prévient les contestations de sa propre légitimité en inscrivant son action dans le droit fil des modifications de la législation réalisées en temps de paix. Le recours au patrimoine juridique du passé fonde ainsi la légitimité du système répressif élaboré en temps de guerre.

Des magistrats en guerre: le rôle sous-évalué d'un acteur influent



Joseph de Haene. Conseiller de cassation. Durant l'occupation, ce haut magistrat rédige sous pseudonyme une série de pamphlets intitulés *Les lettres d'un provincial*, qui dénoncent à la fois la protection illusoire que confère aux occupés le droit conventionnel de l'occupation et la jurisprudence trop docile à son goût de la cour suprême. Diffusées sous le manteau, les *Lettres* connaissent un grand succès. (Fonds Cour de cassation, Palais de justice de Bruxelles)

Dans sa thèse consacrée à **l'action et à l'attitude des magistrats belges pendant la première occupation allemande**, en 1914-1918, **Mélanie Bost** souligne elle aussi le poids du droit dans la société belge. Son point de départ est cependant différent: ce ne sont pas les acteurs politiques à travers leur fonction de législateurs qui forment l'objet de son étude, mais plutôt certains des professionnels qui manipulent le droit, en l'occurrence les magistrats. La doctorante s'attache à souligner l'importance du rôle joué par la magistrature en zone occupée pour l'ensemble de la société civile, au-delà de la gestion de situations individuelles.

Malgré son potentiel, le champ judiciaire est encore sous-exploré par les historiens de l'Occupation. L'accès aux sources judiciaires contemporaines, très protégé, mais sans doute plus encore la réserve consubstantielle au métier de magistrat expliquent que cet acteur pourtant si important soit jusqu'ici resté dans l'ombre de l'historiographie de l'Occupation, voire d'ailleurs de l'histoire de la justice en général.

Cerner le vécu de ces professionnels du droit, traditionnellement peu enclins à commenter des événements contemporains ou leurs propres décisions judiciaires, n'est pas un exercice aisé. Par ailleurs, on peut se demander quelle fut la marge de manœuvre d'un pouvoir judiciaire dont l'action est circonscrite par l'application de la loi et le respect des procédures.

En 1914-1918, la période de guerre place le pouvoir judiciaire dans une position d'influence exceptionnelle.

C'est en effet le seul des trois pouvoirs nationaux à poursuivre officiellement l'exercice de ses fonctions. Principal soutien de l'État, il incarne donc à lui seul la souveraineté et l'autorité nationale.

Par ailleurs, en la longue absence du pouvoir législatif légitime, frappé d'incapacité temporaire, la jurisprudence comme source du droit gagne en importance. Les magistrats sont sollicités pour répondre aux carences de la législation – la situation d'occupation militaire est alors inédite en Belgique – et trancher les questions les plus importantes. Enfin, ils forment les interprètes autorisés du droit de l'Occupation, discipline récente du droit international qui revêt une importance capitale dans les relations occupant-occupés en 1914-1918. Le retentissement des décisions judiciaires est donc plus grand qu'il ne l'est en temps de paix.

Son statut fait aussi du magistrat un acteur particulièrement intéressant à étudier dans un contexte d'occupation ennemie. Son indépendance, à la fois institutionnelle et fonctionnelle, le met en effet a priori dans une relation relativement préservée face au pouvoir occupant. Dans la pratique, cependant, les ingérences furent multiples; le pouvoir judiciaire dut à la fois se défendre des empiètements du pouvoir occupant, mais aussi des pressions et des critiques de la société civile belge. La thèse de Mélanie Bost met à jour les stratégies de la magistrature pour traverser la première crise majeure de son histoire, depuis l'indépendance du pays.

MB/LVH

UN NOUVEAU PAI: *JUSTICE AND POPULATIONS*

Le CEGES fut l'un des partenaires du Pôle d'attraction interuniversitaire dirigé par **Xavier Rousseaux** (CHDJ-UCL) "Justice et société. Histoire sociopolitique de la justice en Belgique (1795-2005)" qui a pris fin en mars 2012. Pour la phase suivante – la septième – du programme PAI, l'équipe de recherche, élargie à plusieurs nouveaux partenaires, a fait la proposition de travailler sur "Justice et Populations". Le projet fut favorablement évalué de sorte que le réseau sur l'histoire de la justice peut poursuivre ses recherches. Le CEGES se focalisera sur les répercussions de la Première Guerre mondiale, sur la résistance et la magistrature pendant la Seconde Guerre mondiale ainsi que sur la justice coloniale.

Alors que le PAI "Histoire sociopolitique de la justice en Belgique" privilégiait un angle d'approche institutionnel, "Justice and Populations" se concentrera davantage sur l'impact du système juridique sur la population ou, plus précisément, sur des groupes spécifiques de la population qui ont été définis comme problématiques par le système judiciaire. Au total, quatorze universités et institutions de recherche belges et internationales collaborent à ce PAI. Le caractère interdisciplinaire est plus prononcé grâce à l'apport de criminologues et de spécialistes des sciences administratives.

Justice et guerre, justice et colonie

Le CEGES approfondira deux thèmes particuliers du module de travail "Justice,

Crisis and (At-) Risk Populations": d'une part, les guerres et occupations et leurs répercussions, et d'autre part, la justice coloniale. En ce qui concerne les guerres, le CEGES se concentrera sur les conséquences juridiques de la Première Guerre mondiale (et notamment sur l'amnistie), et, par ailleurs, sur un aspect spécifique de l'histoire de l'Occupation de la Seconde Guerre mondiale, le rapport entre la magistrature et la résistance. En outre, le CEGES se penchera sur la justice coloniale qui définissait et visait des groupes spécifiques de la population.

Le CEGES participera à l'élaboration d'un projet d'infrastructure de recherche en *Digital Humanities* (sciences humaines numériques), sur base de statistiques et de sources sur la justice belge qui ont été rendues accessibles sous une forme numérique dans le cadre du PAI. Dans chaque module de travail, une collaboration structurelle sera mise en place entre les différents partenaires. Pour la Première Guerre mondiale, les contacts seront surtout étroits avec le professeur **Stanislas Horvat** (École royale militaire) et pour l'histoire coloniale, avec la professeure **Nathalie Tousignant** (Facultés universitaires Saint-Louis). Pour le CEGES, deux chercheurs et un doctorant travailleront sur le projet.

Enfin, les **actes du colloque "Justice in Wartime and Revolutions"**, organisé en septembre 2011, seront prochainement publiés dans la série PAI éditée par les Archives générales du Royaume. Vous trouverez de plus amples détails à ce propos sur le site du CEGES.



Le professeur Xavier Rousseaux (UCL-CHDJ), coordinateur du PAI "Histoire sociopolitique de la justice en Belgique (1795-2005)", lors de l'ouverture du colloque "Justice in Wartime and Revolutions : Europe, 1795-1950" le 21 septembre 2011.

DL/RVD

FEMMES ET ENFANTS, PRISMES DE L'HISTOIRE COLONIALE AU CEGES

Depuis 2000, le CEGES intègre l'histoire coloniale dans ses objectifs de recherche. En effet, comme le souligne l'historienne Catherine Coquery-Vidrovitch¹, la culture européenne résulte "de tous les héritages qui se sont mêlés dans un passé complexe et cosmopolite où le fait colonial a joué et continue de jouer son rôle".

Les deux projets d'histoire coloniale du CEGES participent de ce renouveau de la prise en compte de la question coloniale dans les sociétés occidentales. Le premier, mené par **Sarah Heynssens** et consacré aux "Enfants métis de Save", s'inscrit dans le débat actuel sur la place des anciens colonisés dans la société belge, en lien avec le statut qui leur était conféré pendant la période coloniale. Le second, dirigé par **Anne Cornet** et centré sur le profil et les activités des femmes occidentales au Congo belge, s'efforce de sortir du débat mal posé sur les bienfaits ou méfaits de la colonisation, en illustrant la complexité des sociétés coloniales.

Les enfants de Save

Les sociétés coloniales belges se caractérisaient par une structure fortement

ségrégationniste. Noirs et blancs vivaient strictement séparés et étaient soumis à des règles et des lois distinctes. Néanmoins, les contacts sexuels entre les deux groupes ont donné naissance à un groupe de personnes d'origine mixte. Du fait de leur hybridité raciale, ces métis se trouvaient dans une position intermédiaire dans la société coloniale, et ce tant sur le plan administratif et juridique que social.

Afin de faire face à cette position problématique, les jeunes métis étaient hébergés, sur ordre des autorités, dans des foyers et des missions qui leur offraient une éducation belge. Selon les autorités coloniales, ces métis, du fait de leur origine européenne, méritaient une meilleure éducation et formation que les enfants africains. Les enfants de la région des grands Lacs (Kivu, Burundi, Rwanda) étaient hébergés dans une maison pour 'mulâtres' à Save (Rwanda). Celle-ci était dirigée par la Congrégation des sœurs missionnaires de Notre-Dame d'Afrique (les Sœurs blanches).

En vertu de la même logique qui plaçait les enfants pendant la période coloniale dans des centres d'hébergement, ceux-ci furent, au moment de l'indépendance, transférés en Belgique à l'initiative de la directrice du foyer de Save, sœur Lutgardis. Grâce au soutien financier du gouvernement belge et à l'appui de l'association des *Christelijke Middenstands en Burgervrouwen (CMBV)*, sœur Lutgardis réussit à transférer

¹ *Enjeux politiques de l'histoire coloniale*, Marseille, 2009, p. 9.



Classe à Save, années 1950.
(Archives Antoine Delvaux)

quelque 300 métis en Belgique, où des familles d'accueil et adoptives assurèrent l'éducation (chrétienne) de ces enfants. Combien d'enfants ont été évacués, pour quels motifs et par qui, telles sont les questions centrales qui ont été à la base de ce projet de recherche.

Le cas des 'enfants de Save' suscite également des questions plus complexes relatives à la politique biologique de l'État colonial et à la position que ces enfants d'origine mixte y occupaient. Les enfants d'origine raciale mixte représentaient un défi pour la base idéologique de l'entreprise coloniale qui reposait sur la supériorité inhérente de la 'race' blanche sur la 'race' noire. La manière dont les instances coloniales d'une part et la population africaine d'autre part se sont comportés face à ce défi est éclairante quant à la manière dont ces deux groupes percevaient les concepts de race, de genre, d'éducation, de famille et de maternité.

Ce qui est frappant, c'est que la position des métis n'est pas nécessairement devenue moins ambiguë dans la Belgique postcoloniale. Arrivés dans l'ex-métropole, les métis de Save n'étaient plus des blancs ou des *mzungu's* comme ils l'étaient en Afrique, mais étaient souvent qualifiés de "noirs" ou "d'étrangers". Leur histoire

offre dès lors non seulement un aperçu des mécanismes sous-jacents de la domination occidentale sur la population africaine, mais montre également comment le passé colonial a été appréhendé dans la Belgique postcoloniale.

Les résultats de ce projet de recherche, qui a pris fin en avril 2012, font l'objet d'un **article** intitulé *Decolonisation and Adoption: forced migration of mixed race children from colonial Rwanda and Burundi to Belgium between 1958 and 1961* qui paraîtra en novembre 2012 dans la *Revue d'histoire de l'enfance irrégulière* (n° 14). En outre, ces recherches sont à la base d'une **exposition** organisée en partenariat avec les *Historische Huizen Gent*, dont l'ouverture est prévue en juin 2013. Elle sera accompagnée d'un livre catalogue qui paraîtra à la Renaissance du Livre (version française) et au *Dauidsfonds* (version néerlandaise).

Femmes en colonie

Ce projet aborde l'histoire coloniale sous l'angle du genre. Il s'efforce de mesurer le poids des femmes européennes dans la société coloniale, tant dans la vie quotidienne que sur le plan des orientations politiques. Deux axes de recherche ont été privilégiés.

Le premier consiste en un portrait collectif des Européennes actives au Congo au service de l'État colonial, des sociétés missionnaires ou privées, et des associations caritatives. Le second scrute le rôle spécifique que les Occidentales ont pu jouer dans la colonie, du fait de leur présence et de celle de leurs enfants, mais aussi et surtout par les activités qu'elles ont déployées sur le terrain à destination des Européens et des Africains.

Les femmes occidentales: concurrentes des Évolués ?

L'examen approfondi des profils et fonctions des femmes agents de l'État a notamment permis de relever une forme de rivalité entre elles et les Évolués. En effet, alors que les fonctionnaires masculins européens occupaient systématiquement des postes supérieurs à ceux des agents africains dans la hiérarchie administrative, il semble que les Occidentales et les clercs africains se soient fréquemment retrouvés en situation de concurrence, sur le plan salarial et au niveau des responsabilités ou de la confidentialité des tâches.

L'État colonial engagea fort peu de femmes fonctionnaires à part entière;

par contre, il recourut fréquemment à des agents temporaires engagées sur place (filles ou épouses de fonctionnaires ou de colons, femmes se retrouvant veuves avant la fin du contrat de leur conjoint, divorcées, célibataires ayant signé un contrat avec

une société privée ou missionnaire, et dont le contrat avait été interrompu

en Afrique). Ces Occidentales avaient un profil et un statut différents des femmes fonctionnaires: engagées à durée déterminée, non soumises à l'exigence d'une formation coloniale, elles touchaient des salaires beaucoup plus modestes, et ne bénéficiaient pas de la prise en charge de leurs frais de voyage de retour, pas plus que de leurs congés sur place. Il s'agissait donc d'une main-d'œuvre bon marché, dont le contrat pouvait être rompu sans indemnité ni préavis.

De ce fait, ces femmes se trouvaient en situation de remplacer des clercs africains. En outre, dans un système colonial basé sur la ségrégation, et donc enclin à provoquer suspicion et contestation du pouvoir colonial, ces Européennes offraient un avantage incomparable: elles étaient blanches, et donc considérées comme partie prenante du pouvoir colonial. On pouvait leur confier sans risque des postes dans des secteurs sensibles, comme la censure ou la sûreté. Elles remplacèrent des Congolais lors d'épisodes où le pouvoir colonial se sentait en danger (guerres mondiales, émeutes de 1959, mois précédant l'indépendance). Inversement, pendant la crise économique, leur léger surcoût entraîna leur licenciement au profit de clercs congolais.

Les femmes européennes se retrouvèrent donc à mi-chemin entre les fonctionnaires masculins et les clercs africains, freinant l'accès de ces derniers à des postes administratifs que le Congo indépendant allait néanmoins devoir prendre en charge par la suite.

ACor/SH

Lucienne Harvey Meurisse, au travail dans la colonie comme scripte et secrétaire du cinéaste belge André Cauvin, pour le film de propagande *Congo*, entre 1942 et 1943. (CEGES, fonds André Cauvin, n° 142009)



LE TEMPS DES OCCUPATIONS. LA POLITIQUE D'OCCUPATION EN EUROPE OCCIDENTALE, ENTRE DROIT ET VIOLENCES (1914-1949) ?

Ce projet de doctorat ambitionne de réaliser une histoire comparative des occupations en Europe occidentale durant la première moitié du 20^e siècle et s'inscrit dans le courant actuel de l'histoire (des histoires) transnationale(s) des conflits. La question centrale réside dans la capacité (ou dans l'impuissance) d'un occupant à discipliner une population occupée. L'accent thématique est mis sur la politique répressive, avec une attention particulière sur les politiques de représailles et d'otages. On s'interrogera également sur les moyens leur ayant été consacrés et sur la manière dont l'occupant est de la sorte entré en conflit avec le droit international (de la guerre) et les principes d'un État de droit.

En matière d'historiographie, la Première Guerre mondiale est restée longtemps dans l'ombre de la Seconde. Ce n'est plus le cas et, désormais, les conflits mondiaux sont considérés comme des champs de recherche des plus fructueux pour les analyses comparatives. En outre, l'histoire des occupations a été trop longtemps appréhendée selon une perspective nationale. Cette recherche a pour ambition d'élaborer une analyse transnationale sur le long terme. Vu que le comportement d'un occupant est modulé par les (ré) actions des opposants ainsi que par la pratique du droit international et du droit

de la guerre, la politique de répression constitue une excellente problématique pour une approche transnationale. Les cas envisagés sont les suivants: (a) La Belgique et le Luxembourg durant la Première Guerre mondiale, de concert avec l'occupation du nord de la France durant la 'guerre de position'; (b) les pays du Rhin et de la Sarre durant l'entre-deux-guerres ainsi que l'annexion des 'Cantons de l'Est'; (c) la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg et la France pendant la Seconde Guerre mondiale; (d) le rôle de la Belgique au sein de la zone d'occupation française dans l'Allemagne d'après guerre.

Le premier volet de ce projet consiste à établir un état des lieux de l'histoire des occupations en Europe occidentale (1914-1949) et, à partir de là, à définir des typologies d'occupation opératoires. La principale caractéristique d'une occupation est son caractère provisoire. Cet élément est souligné tant par la littérature scientifique – où le maintien ou la perte de souveraineté comme élément distinctif est utilisé pour les typologies d'occupation – que par le droit de la guerre. Pour mettre l'accent sur cet aspect, le droit de la guerre considère d'ailleurs comme crucial que les remaniements opérés à l'intérieur de l'ordre existant d'un territoire occupé restent minimes; en outre, l'occupant est perçu par ce droit comme un simple administrateur. La pratique montre cependant qu'il existe toujours des zones grises. Et ce sont ces zones grises qui sont les plus intéressantes pour la recherche.



Le bourgmestre de Bruxelles Joseph Van de Meulebroeck (en avant-plan) et le secrétaire général du ministère de la Santé publique et du Ravitaillement Raymond Delhay reçoivent le général allemand commandant les troupes devant Bruxelles dans la cour intérieure de l'Hôtel de Ville le 18 mai 1940, soit le lendemain de la reddition de la ville. (CEGES, n° 33339)

Les mesures d'ordre de l'occupant sont ici centrales. Le terme 'mesures d'ordre' est un concept général comprenant tant les actions répressives

(violences à l'égard des personnes ou des biens matériels) que les actions normatives/idéologiques (par lesquelles on veut influencer l'image individuelle et sociétale de la population).

Le deuxième volet s'appuie sur des sources primaires relatives à la politique de représailles et d'otages. Cette politique est considérée comme l'expression de la radicalisation du conflit et fonctionne comme une mise à l'épreuve de l'État de droit.

Dans un troisième volet, les deux premiers se verront entrecroisés afin de poser trois conglomérats de questions interpellant le récit historique sur le long terme.

1. Comment un occupant impose-t-il l'autorité ? Comment organise-t-il le maintien de l'ordre ? Comment l'assure-t-il – dans le cas d'un conflit armé – par rapport à la légitimité (ou à l'illégitimité) d'une opposition armée au régime d'occupation ?
2. Quelle est l'influence du droit international (de la guerre), plus spécifiquement par rapport à la réalisation et l'application concrète de la 'nécessité militaire' ? Ce motif utilisé

par les occupants jusqu'à aujourd'hui a-t-il été décrit de manière claire et, par conséquent, s'est-on entendu sur une définition spécifique ciblée, à savoir la modification par la contrainte d'une certaine pratique en s'adressant aux agents qui disposent de l'autorité pour contrôler les agissements subversifs ?

3. Quels sont les changements de motivations derrière les occupations au cours de ce demi-siècle ? Vu sur le long terme, une logique de conquête dynastique semble se distinguer d'une logique réformatrice propre au 20^e siècle (occuper pour réformer dans un sens politico-institutionnel et économique). Les motivations de l'occupation sont-elles réductibles à l'antagonisme 'occuper pour posséder' ou, au contraire, 'occuper pour réformer' ? Dans quelle mesure cette opposition reflète-t-elle un ordre mondial changeant et des notions de sécurité modifiées ? Ce qui, depuis la seconde moitié du 19^e siècle, est mis de plus en plus explicitement à l'avant-plan comme marque d'étalonnage de l'humanisation dans la conduite de la guerre, c'est, semble-t-il, la ligne de partage entre une opposition armée légitime et illégitime, parallèlement avec les méthodes et les instruments de combat autorisés. La question qui se pose est la suivante : que nous dit l'histoire des occupations en Europe occidentale pendant la première moitié du 20^e siècle sur les occupations depuis la seconde moitié de ce siècle jusqu'à nos jours ?

La recherche, menée par **Laurence Petrone**, a commencé le 1^{er} octobre 2012.

LP

BOSNIE ET BASTOGNE, DEUX REGARDS NOUVEAUX SUR L'HISTOIRE ET LA MÉMOIRE DE LA GUERRE

Les recherches menées au CEGES en cette année 2012 par deux universitaires désireux de bénéficier du cadre scientifique de notre institution pour approfondir leur réflexion sont non seulement passionnantes, mais en outre elles présentent d'intéressantes similitudes. Tant l'étude de la doctorante en théorie de l'art et des médias **Yasmina Gavrankapetanovic-Redzic** sur les politiques mémorielles en Bosnie-Herzégovine comparées au cas belge que celle de l'historien chevronné belge **Peter Schrijvers** sur le siège de Bastogne soulignent en effet le poids des représentations collectives sur la ou plutôt les mémoires de la guerre. Mais alors qu'en Belgique et aux États-Unis, cette mémoire orientée du dernier conflit mondial a peu à peu tendance à s'estomper, laissant espérer une reconstruction plus objective du passé de guerre, en Bosnie elle est sans cesse alimentée à des fins partisans et est susceptible d'exacerber les tensions, comme lors de l'éclatement de l'ex-Yougoslavie entre 1992 et 1996.

Politiques mémorielles et identitaires en Bosnie-Herzégovine à l'aune du cas belge

Cette étude, menée dans le cadre du programme doctoral interdisciplinaire de

l'Université des arts de Belgrade avec le support du CEGES, a pour but de mettre en place une plateforme permettant la lecture et l'analyse des commémorations, à travers les formes d'arts publics et visuels.

La présente recherche examine les mécanismes selon lesquels les divisions idéologiques et autres, qui existaient à l'heure de la Seconde Guerre mondiale sur le territoire actuel de la Belgique et de la Bosnie-Herzégovine, ont persisté dans d'autres cadres socio-politiques. Ces divisions, qui fonctionnent aujourd'hui sous des formes légèrement différentes, permettent la conservation de délimitations identitaires et territoriales différenciées. Les identités multiples opérant simultanément dans un espace géographique, ainsi qu'un contexte social et politique commun, impliquent nécessairement des politiques mémorielles et identitaires compétitives. Tout en soulignant les similitudes et les différences entre les deux pays, nous essayons d'examiner ces questions depuis une perspective belge et bosnienne.

En Belgique, ces politiques mémorielles et identitaires se traduisent par des fractures économiques et linguistiques ainsi que par des tensions politiques. En Bosnie-Herzégovine, elles sont du domaine des identités nationales/ethniques, confessionnelles et, présumées, linguistiques. L'organisation fédérale des pouvoirs politiques représente un point commun important entre les deux cas.



Mostar (Bosnie-Herzégovine), 1944. À gauche, un hôtel, à droite, un bain turc. Les rues sont remplies de soldats croates et italiens, ainsi que de membres de la jeunesse oustachie. (CEGES, n° 64812)

Mais ce qui différencie fortement les deux contextes, ce sont les formes extrêmes de violence que le conflit a prises en Bosnie-Herzégovine au début des années nonante avec l'indépendance bosnienne.

La désintégration progressive de la Yougoslavie et le processus d'indépendance qui l'a accompagnée ont permis le retour en force des fractures idéologiques qui existaient entre 1941-1945 sur le territoire yougoslave. Les villages, hameaux et villes qui furent les scènes de crimes de guerre contre des civils pendant la Seconde guerre mondiale, tels que Foca, Višegrad, Prijedor, Srebrenica ou Nevesinje, ont vécu à nouveau des crimes contre l'humanité commis de façon systématique à l'encontre de ses habitants et des prisonniers de guerre. L'échelle et le degré des crimes commis entre 1992 et 1996 en Bosnie-Herzégovine ne peuvent être examinés sans prendre en compte les crimes perpétrés entre 1941 et 1945, ainsi que les cadres collectifs qui permettaient et permettent toujours la commémoration de ces mêmes crimes dans le contexte actuel. Dans cette perspective, la recherche se concentre sur ce qui peut être considéré comme l'incarnation la plus visible de ces pratiques mémorielles opposées:

l'espace public (arts visuels, mémoriaux, commémorations et autres gardiens de la mémoire collective conformes aux 'valeurs' collectives en place et marginaux) et les discours politiques qui contribuent de manière sous-jacente à la formation de ces pratiques.

L'analyse se porte ainsi sur l'enchevêtrement des commémorations du début du siège de Sarajevo (6 avril 1992-

29 février 1996) et de la libération de Sarajevo par les partisans de Tito (6 avril 1945) qui prennent place au mois d'avril et de mai de chaque année. En arrière-plan se trouve la question de la réhabilitation des collaborateurs nazis et fascistes en Serbie et en Bosnie-Herzégovine. Le contre-exemple de l'histoire belge permet de porter un regard neuf sur cette question très actuelle dans les Balkans.

Bastogne revisité: une bataille américaine emblématique pourvue d'une nouvelle approche

Reposant sur de nouveaux documents militaires tirés des archives américaines et sur des sources civiles belges souvent négligées, ce projet, appuyé par le CEGES et soutenu financièrement par l'*University of New South Wales* de Sidney, en Australie, a pour but de déboucher sur un **ouvrage en anglais** à paraître chez *Yale University Press*, sortant de la vision classique de la bataille des Ardennes répandue dans le public anglo-saxon.

Le siège de Bastogne a une signification emblématique dans la mémoire publique américaine de la Seconde Guerre mondiale.

Pourtant, dans la littérature anglo-saxonne, il a rarement été examiné de façon exhaustive et critique, de l'intérieur et pour lui-même. La plupart des chapitres ou des livres sur Bastogne se concentrent presque exclusivement sur le siège jusqu'au moment où les troupes de Patton parviennent finalement à rompre l'encerclement allemand par le sud. Ils continuent donc à suivre l'exemple de S.L.A. Marshall dans son traitement classique du sujet, *Bastogne: The Story of the First Eight Days*, publié dès 1946. Ce projet désire poser un regard nouveau sur ces huit premiers jours, en mettant aussi l'accent sur les troupes afro-américaines et d'autres troupes non aéroportées souvent négligées, présentes dans la ville assiégée. Dans le même temps, cependant, il accorde au moins autant d'attention à la façon dont la bataille se déroule dans les semaines qui suivent l'arrivée de Patton, une phase cruciale de la bataille qui a suscité peu d'attention. Durant ces semaines, la bataille se transforme en une guerre d'usure qui force l'armée américaine à engager des troupes inexpérimentées et des réservistes subissant des pertes extrêmement lourdes.

Plus fondamentalement, jamais dans l'historiographie anglo-américaine, la perspective belge n'a occupé une place importante. Ce projet vise à démontrer que les historiens populaires de la Seconde Guerre mondiale occultent trop facilement la présence de civils dans la bataille. Peut-être agissent-ils de la sorte pour garder intacte l'image d'une guerre propre. Ou parce qu'ils ignorent l'existence d'autres sources que les documents américains et/ou qu'ils sont incapables de les lire. L'utilisation de sources belges promet d'ouvrir la voie à une discussion sur des sujets potentiellement controversés comme

les 'dommages collatéraux' et les 'tirs amis'. C'est particulièrement le cas pour ce qui a trait à la guerre aérienne alliée dévastatrice dans la zone de Bastogne.

De manière plus générale, ce projet a pour objectif de montrer que l'écriture de n'importe quelle bataille historique peut et devrait être enrichie et rendue beaucoup plus multidimensionnelle par l'intégration, dans le récit, des sources locales disponibles. Il a pour but de présenter un tableau plus 'global' de cette bataille emblématique que ce que l'on peut trouver dans les histoires anglo-américaines classiques du siège. Il espère, en ce sens, créer un modèle d'écriture de l'histoire des batailles en d'autres lieux et d'autres temps, que ce soit les combats pour Ypres dans les Flandres, le siège de Khe Sanh au Vietnam ou l'assaut sur Fallujah en Irak.

YR/PS/FM



Le lieutenant général comte Edwin von Rothkirch und Trach, commandant général du 53^e Corps d'armée allemand, dirigeait les troupes allemandes encerclant Bastogne. Fait prisonnier à Bitburg le 7 mars 1945, il est montré ici avec un officier américain. (CEGES, n° 206433)

DERNIER NUMÉRO DES *CHTP*, PREMIERS NUMÉROS DE LA NOUVELLE *RBHC*

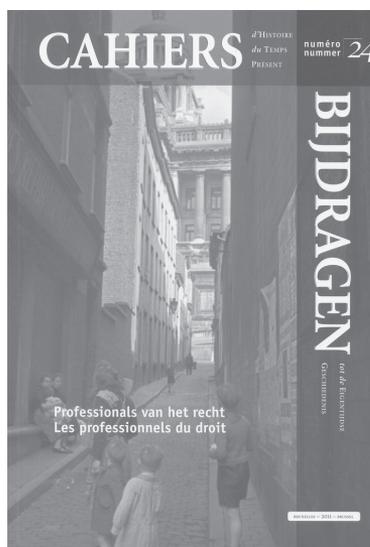
En décembre 2011 est paru le dernier numéro des *Cahiers d'histoire du temps présent*. Six mois plus tard sortait le premier numéro de la nouvelle *Revue belge d'histoire contemporaine*. Ce lancement s'est accompagné de la présentation d'un nouveau site web: www.journalbelgianhistory.be. C'est le début d'une nouvelle expérience et un nouveau défi pour le CEGES: assurer une meilleure visibilité et une plus grande attractivité à l'histoire de la Belgique contemporaine.

Le 24e et dernier numéro des CHTP

est un numéro thématique consacré aux "professionnels du droit". Il est introduit par **Dirk Luyten** et **Xavier Rousseaux**, deux promoteurs du Pôle d'attraction interuniversitaire "Histoire sociopolitique de la justice en Belgique". Sept jeunes chercheurs, pour la plupart associés à ce projet, ont relevé le défi et présentent une contribution qui met en évidence l'exercice de la justice au sens large du terme. Il y est en effet question non seulement des magistrats, des gendarmes et des policiers, mais aussi du personnel chargé de la surveillance, de l'éducation et du reclassement des internés. Certaines de ces fonctions ont profondément évolué au fil du temps, conduisant à l'engagement progressif dans la voie

de la professionnalisation, tandis que d'autres métiers voyaient le jour. Sur le plan chronologique, le 20e siècle est privilégié; l'essentiel de l'attention est même plus spécifiquement, mais pas exclusivement, porté sur les guerres et les sorties de guerre. Avec ce dernier numéro, une aventure s'achève, mais ce n'est évidemment pas la fin de l'histoire...

En 1996, les *Cahiers d'Histoire du Temps présent* avaient vu le jour. Ils faisaient suite aux *Cahiers de la Seconde Guerre mondiale*. À l'époque, ce changement s'insérait dans l'évolution de l'institution: le Centre de la Seconde Guerre mondiale changeait de nom, devenant le Centre d'Études et de Documentation Guerre et Sociétés contemporaines, marquant ainsi la volonté de l'institution de s'inscrire dans une plus large perspective sociétale et chronologique. Seize ans plus tard, c'est un nouveau changement qui touche l'ensemble de l'histoire contemporaine. En effet, les deux principales revues ont décidé d'unir leurs forces sous la bannière de la nouvelle *Revue belge d'Histoire contemporaine*. Créée en 1969 par feu Jan D'Hondt, la *RBHC* était jusqu'à présentée éditée par la *Jan Dhondt Stichting*. La nouvelle Revue sera désormais éditée par le CEGES. Les deux rédactions ont uni leurs forces. C'est un trio composé de **Bruno De Wever** (*Universiteit Gent*), de **Nico Wouters** (CEGES) et de **Chantal Kesteloot** (CEGES) qui est à la tête de la nouvelle revue. Au sein de la



rédaction, forte d'une quarantaine de membres, se trouvent des représentants de toutes les universités belges ainsi que des chercheurs spécialisés dans l'histoire contemporaine de la Belgique. Cette rédaction conduira les destinées de la nouvelle revue pendant les quatre prochaines années.

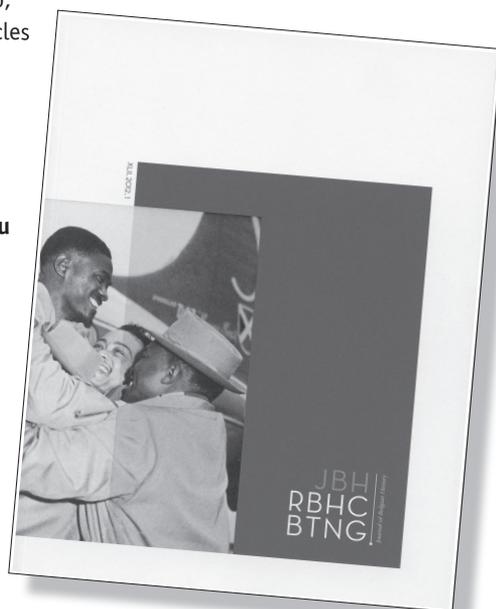
La nouvelle revue, qui bénéficie d'un classement international de niveau A1, comprendra quatre numéros par an, dont un numéro double. C'est dans ce numéro que les lecteurs retrouveront des rubriques issues des deux anciennes revues: les rubriques "Doctorat", "Débat" ainsi que les recensions. La rubrique "Doctorat" se veut le reflet le plus large possible à la fois des recherches portant sur l'histoire de la Belgique contemporaine mais aussi des recherches menées dans les sections d'histoire contemporaine des universités belges. Dès lors, elle invite bien évidemment tous les jeunes docteurs en histoire contemporaine à envoyer un compte rendu de leur thèse, mais aussi tous ceux qui ont à leur actif une thèse de doctorat portant sur l'histoire contemporaine de la Belgique quelle que soit leur discipline, ainsi que tous les docteurs concernés dans les universités étrangères. Comme les anciens *CHTP*, la nouvelle *RBHC* accordera également un très grand intérêt à l'image considérée comme un véritable support éditorial. L'objectif de la nouvelle revue est également de rencontrer le grand défi de l'internationalisation de la recherche. Chaque année, la revue comprendra un numéro intégralement rédigé en anglais. Ce numéro permettra également de faire le point sur les grandes tendances en matière de recherches et de publications. Bref, une véritable vitrine pour nos contemporanéistes. Qui dit nouvelle

Revue dit également nouveau site... À l'adresse www.journalbelgianhistory.be, vous trouverez toutes les actualités liées à la revue mais également l'intégralité des anciens numéros tant des *CHTP* que de la *RBHC*. Vous y trouverez également les consignes éditoriales pour l'ensemble des rubriques. N'hésitez pas à ajouter ce site dans vos favoris !

D'ores et déjà, le **premier numéro de la nouvelle RBHC** est paru.

Au sommaire de ce numéro, vous trouverez quatre articles qui constituent autant de reflets des recherches actuelles en histoire de Belgique.

L'historien coréen **Dongkyu Shin** nous propose un article consacré à la 'grève sauvage' à l'usine Michelin de Leeuw-Saint-Pierre en 1970. Il y est question de lutte sociale et de travailleurs immigrés, de conditions de travail et de pratiques syndicales. L'histoire sociale est également présente dans l'article de **Carmen Van Praet** consacré à l'entreprise Reitz. Implantée à Merksem à partir de janvier 1941, l'usine qui fabrique des uniformes pour l'armée allemande, fonctionne avec un personnel presque exclusivement féminin majoritairement recruté sur base de ses sympathies nationales socialistes. À travers le portrait de cet entrepreneur atypique, c'est un pan particulier de l'histoire de l'Occupation qui est mis en évidence.



L'article de Tessa Lobbes porte sur l'apport de **Leopold Flam** dans le renouveau de l'enseignement de l'histoire. En tant qu'inspecteur de l'enseignement officiel, Flam a eu à cœur d'insuffler une autre dynamique centrée sur le présent comme vecteur de compréhension du passé.

Enfin, la quatrième contribution présentée par **Anne-Sophie Gijjs** a trait à la personnalité de Patrice Lumumba durant la seconde moitié des années 1950. Comment celui-ci était-il perçu par les autorités belges tant au Congo qu'en métropole et par le microcosme des grandes entreprises ? Et surtout comment a-t-il progressivement été appréhendé comme une menace derrière laquelle se profilait le spectre du communisme international ?

Dernières nouvelles: Le **numéro 2-3 de la RBHC** vient de paraître. Il s'agit d'un numéro thématique consacré à la mémoire de la Seconde Guerre mondiale. Les diverses contributions éclairent cette question sur base des recherches les plus récentes. Cette livraison nous offre également un éclairage sur les commémorations du centenaire de la Première Guerre (à travers la rubrique Débat), un aperçu des thèses récentes consacrées à l'histoire de la Belgique contemporaine et un important volet Recensions. Par ailleurs, nous vous

donnons d'ores et déjà rendez-vous à la fin de l'année pour notre tout premier numéro en langue anglaise, un nouveau défi pour la rédaction et une belle vitrine en perspective pour l'historiographie de la Belgique contemporaine.

Intéressé(e) ? Vous pouvez soit souscrire un abonnement annuel, soit acquérir un numéro en particulier. Rendez-vous à la page <http://www.journalbelgianhistory.be/fr> ou envoyer un mail à la rédaction jbh-admin@cegesoma.be.

CK



VILLE EN GUERRE.

LA WALLONIE SOUS L'OCCUPATION, 1940-1945

Après Bruxelles et Anvers, c'est donc la Wallonie qui fait l'objet d'un volume dans la série d'ouvrages photographiques *Villes en guerre*. Comme ses prédécesseurs, l'album vise à offrir une synthèse originale de l'Occupation, en confrontant plus de 220 clichés avec les différents travaux existant sur le sujet. Il présente cependant la particularité de se pencher sur le paysage urbain de toute une région, ce qui pour la Wallonie revient pratiquement à évoquer la vie de la moitié de ses habitants en cette période de guerre.

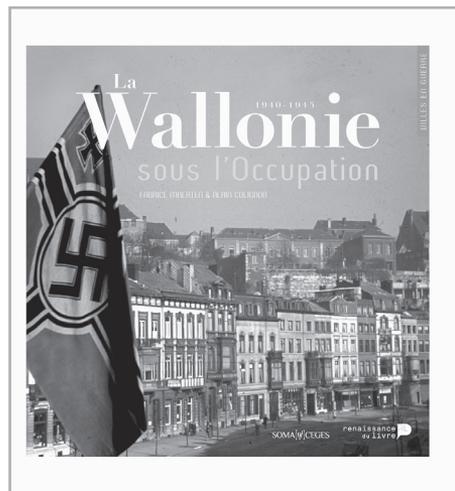
En effet, pas moins de 124 communes d'avant les fusions, regroupant à l'époque près de 1.500.000 habitants, ont été retenues pour servir de base à l'étude. Ces localités se répartissent en trois grands ensembles: les grandes villes, soit Charleroi, Liège, Mons, Namur, Tournai (+ Kain) et Verviers ; 80 communes industrielles d'au moins 5.000 habitants, comprenant celles situées en périphérie de ces grandes villes, mais aussi celles du Centre ainsi que Mouscron et deux localités voisines ; enfin, 37 petits centres régionaux d'au moins 2.000 habitants.

Chaque type de ville est évoqué, maintes illustrations photographiques à l'appui, dans chacune des cinq grandes parties qui composent l'ouvrage. Celles-ci

ont successivement trait à l'invasion, à l'étude des rapports de force entre pouvoirs et contre-pouvoirs (occupant, notables, collaboration et résistance), à la vie quotidienne (travail, lutte contre la pénurie, culture et loisirs), à la montée de la violence (affrontements belgo-allemands et entre Wallons, bombardements), enfin aux libérations (septembre 1944, contre-offensive des Ardennes).

Première synthèse de l'histoire de la Wallonie (urbaine) sous l'Occupation, l'ouvrage met l'accent, par le texte et par l'image, sur la lourdeur des contraintes, le poids des tensions et la somme des malheurs du temps, en particulier dans les banlieues ouvrières. Mais il souligne aussi, notamment grâce à de nombreux clichés réalisés en dehors de la propagande officielle pro-allemande par des photographes wallons, la volonté des citoyens, souvent couronnée de succès, de préserver leur cadre de vie traditionnel.

L'ouvrage, fort de 179 pages et de 223 illustrations, est édité par La Renaissance du Livre. Il est en vente au CEGES au prix de 15 euros (frais de port non compris) au lieu de 20 euros en librairie.



FM

LA BELGIQUE ET LE DROIT INTERNATIONAL DE LA GUERRE

Aboutissement d'un projet de recherche mené au CEGES, l'ouvrage de **Rik Verwaest**, *Van Den Haag tot Genève: België en het internationale oorlogsrecht (1874-1950)*, raconte l'histoire du rapport entre la Belgique et le droit de la guerre de 1874 à nos jours. Ce livre accessible à tous traite de l'application par la Belgique du droit de la guerre au cours d'épisodes connus et moins connus du passé de guerre belge: la guerre de la jungle en Afrique, la politique de terreur pendant l'occupation du bassin de la Ruhr, les prisonniers allemands dans la bataille du charbon...

La Belgique joua un rôle unique dans le développement du droit de la guerre contemporain. Comme petit pays neutre, il s'opposa fermement à la 'guerre totale'. Les Belges militèrent pour une guerre réglementée, où les droits individuels étaient plus importants que le droit du plus fort. Lorsque plus tard, ils durent, contre leur gré, mener eux-mêmes des guerres, ces principes éthiques se heurtèrent souvent à la dure réalité des conflits.

Le livre est le résultat d'un projet de recherche mené par l'auteur au CEGES



de 2007 à 2009. La publication a pu voir le jour grâce à l'appui du pôle d'attraction interuniversitaire JustHis "Histoire politique de la justice en Belgique". Il s'agit du deuxième ouvrage de la série "Justice et Société".

L'étude, publiée en 2011 par La Charte à Bruges, se compose de 299 pages. Elle peut être commandée au CEGES au prix de 69 euros, frais de port compris (au lieu de 74 euros en librairie).

DL

Toutes les publications peuvent être commandées au CEGES par courriel (lieve.maes@cegesoma.be) ou par téléphone (00 32 (0) 2 556 92 07).

LES ANCIENS *CHTP*

et de nombreuses autres publications à un prix dérisoire !

La fin des *CHTP* et le déstockage des réserves de livres lié aux opérations de déménagement et de réaménagement des collections opéré en 2012 permettent aujourd'hui d'offrir pour un prix modique presque tous les anciens numéros des *CHTP* et plusieurs publications.

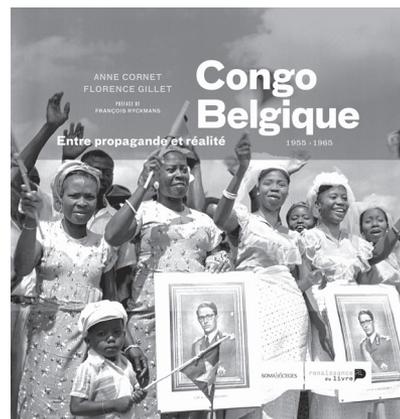
Ainsi, à l'exception des numéros 4 et 7, épuisés, **tous les numéros des *CHTP*** peuvent désormais être acquis pour **5 euros** (frais d'envoi non compris). Pour les commander, il suffit de prendre contact avec le secrétaire de rédaction de la nouvelle *Revue belge d'histoire contemporaine*, **Willem Erauw** (willem.erauw@cegesoma.be ou 00 32 (0)2 556 92 27). L'article "Les *CHTP*-BEG en ligne", présent dans la sous-rubrique RBHC de notre site www.cegesoma.be (rubrique "Publications"), permet de disposer d'un aperçu complet de leur contenu. Nous attirons cependant l'attention sur les riches numéros à thème que constituent le n° 3 (412 p.) consacré au nationalisme, le n° 8 (457 p.) voué à "Jeunesse et société", le n° 18 (277 p.) intitulé "Une nouvelle façon de vivre ? Les années 1970" et le n° 24 (247 p.) nommé "Les professionnels du droit". Enfin, notons encore le volumineux n° 15 (501 p.) composé d'articles réalisés par les membres de l'équipe scientifique du CEGES en hommage au premier directeur de la revue et ex-directeur du Centre alors récemment admis à la retraite, **José Gotovitch**.

Par ailleurs, diverses publications peuvent être acquises pour une somme dérisoire.

Il en va ainsi pour le magnifique **album** de **Anne Cornet** et **Florence Gillet**, *Congo-Belgique 1955-1965. Entre propagande et réalité*, Bruxelles, La Renaissance du Livre/CEGES, 2010, vendu désormais au prix de **10 euros** (frais de port non compris), au lieu de 35 euros. Fort de 156 pages et riche de 245 illustrations, cet ouvrage aborde la période de transition du Congo colonial vers un Congo indépendant à travers une analyse critique de la production photographique entre 1955 et 1965. Exploitant la photographie de propagande, les albums de famille, les fonds missionnaires et de grandes sociétés, mais aussi les collections des agences de presse s'adressant aux Européens et produits par eux, l'étude appréhende le cliché photographique comme une source à part entière et non comme une simple illustration.

Plusieurs autres publications sont à votre disposition pour 5 euros, et parfois même 2,5 euros (+ frais de port). Leur liste se trouve sur le site du CEGES (article "Une série d'ouvrages disponibles à bas prix").

Ces ouvrages peuvent être commandés par courriel (lieve.maes@cegesoma.be) ou par téléphone (00 32 (0)2 556 92 07).



FM

UN NOUVEAU DÉPÔT POUR LES COLLECTIONS DU CEGES

Conséquences pour la consultation des documents

Depuis le 29 mai 2012, le CEGES dispose d'un second dépôt, qui lui permet de doubler sa capacité de stockage. Sa mise en service autorise le Centre à envisager avec sérénité l'entreposage des collections pour les années à venir. Elle oblige par contre à établir une nouvelle procédure de consultation pour les documents qui y sont conservés.

Le dépôt du CEGES installé dans les caves du square de l'Aviation étant saturé, l'institution a obtenu de pouvoir disposer en sus du rez-de-chaussée d'un bâtiment situé rue de Belgrade à Forest. Que la Régie des bâtiments soit ici remerciée pour la transformation de cet espace en un dépôt d'archives moderne, notamment pourvu d'un système de climatisation destiné à assurer une conservation optimale des documents.

Le nouveau dépôt Belgrade, avant le transfert des collections.



Il a été décidé de baptiser ce lieu

dépôt Belgrade et d'y stocker les périodiques, les annuaires, les coupures de presse, les photos, les affiches, le matériel d'exposition, les documents sonores et audiovisuels, quelques gros fonds d'archives et, à l'avenir, les fonds

d'archives volumineux. Ne resteront donc plus entreposés au **dépôt Aviation** que les ouvrages et la plupart des fonds d'archives.

Contrairement aux documents conservés au square de l'Aviation, ceux entreposés au dépôt Belgrade, repérables dans le catalogue en ligne Pallas par la mention "dépôt Belgrade", ne peuvent être consultés dans l'heure qui suit leur commande (au dépôt Aviation). Leur consultation ne peut en effet s'effectuer qu'à partir du lundi et du jeudi matin, après réservation. Cette dernière se fait via un bon de commande manuscrit disponible au dépôt Aviation ou via un formulaire électronique accessible sur Pallas (en cliquant sur "sur réservation" dans les descriptions concernées) ou sur le site cegesoma.be. Les modalités pratiques de cette réservation sont développées sur le formulaire électronique, ainsi que dans un article intitulé "Comment consulter les documents du CEGES ?" présent sur le site (section "Informations pratiques", page "Salle de lecture"). Ce dernier article fournit en outre de plus larges explications sur la manière d'accéder aux documents du CEGES.

Il va cependant de soi que le personnel de la salle de lecture se fera un plaisir de répondre à toutes les questions que vous vous posez à propos du nouveau système mis en place.

FM

LES INTELLECTUELS CATHOLIQUES

et bien d'autres thèmes présents dans les acquisitions récentes des archives

Les acquisitions ont trait aux deux guerres mondiales et surtout à l'après-1945.

En ce qui concerne **1914-1918**, signalons la correspondance de **René Gennart, officier de l'armée belge**, surtout intéressante parce que ses lettres permettent de comparer l'état d'esprit des soldats sur le front de l'Yser à celui des mobilisés de 1940 et des prisonniers de guerre pendant la Seconde Guerre mondiale (AA 2301).

La **Seconde Guerre mondiale** et l'Occupation pèsent plus lourd sur le plan des acquisitions. Jean-Pierre et Philippe Lesigne, les neveux et héritiers de **Pierre Daye**, ont versé la seconde et dernière partie de ses archives, dont notamment la version complète de ses mémoires, ses publications et ses albums photos. Intellectuel issu de la grande bourgeoisie et ancien mandataire de Rex, Daye devient sous l'Occupation commissaire général aux Sports avant de s'exiler en Argentine après 1944. Ce fonds est dès lors indispensable pour étudier un type particulier d'intellectuels catholiques de la première moitié du 20^e siècle (AA 627).

La fille de l'homme politique socialiste liégeois **Georges Truffaut** (1901-1942) a, quant à elle, fait don des archives 'londoniennes' de son père. Avant d'être emporté par un accident, Truffaut jouait un rôle de premier plan dans le conflit qui opposait royalistes et démocrates parmi les militaires et les hommes politiques s'étant exilés en Grande-Bretagne en

1940 (AA 2297). Mentionnons encore un fonds de taille modeste (deux registres), qui jette une lumière crue sur le quotidien de l'occupation allemande: il s'agit de **notifications auprès de la *Bahnhofskommandantur* II/8 (Schaerbeek ?)** d'incidents sur les chemins de fer belges impliquant des militaires ou des transports allemands entre avril et décembre 1943 (AA 2304).

Les acquisitions les plus volumineuses concernent **l'après-guerre**. Elles traitent autant des retombées de l'Occupation que d'aspects spécifiquement contemporains de cette période. De feu **Michel Vanderborght**, ancien président du **Front de l'indépendance** et du musée de la Résistance, nous est parvenue une partie importante de ses archives personnelles. Ces archives sont incontournables pour quiconque s'intéresse au fonctionnement de ces organisations au niveau national et international dans l'après-guerre et ce jusqu'à très récemment. Il y est question des milieux résistants et donc aussi de l'antifascisme et du communisme (AA 2295).

À l'autre bout du spectre idéologique se trouve le petit monde très particulier des **anciens de la Légion Wallonie** ou, selon leur terminologie, des 'Bourguignons'. Les archives d'après guerre d'André B. fournissent des documents à leur sujet (AA 2302). Les questions de mémoire et de commémoration se trouvent au cœur des documents versés par le **Comité**



Pierre Daye (à gauche à l'avant-plan en nœud papillon), en compagnie de plusieurs personnalités politico-littéraires généralement catholiques de la Belgique francophone (entre autres, Paul Werrie, Pierre Bourgeois, Yvan Lenain et, à l'extrême droite de la photo, Pierre Nothomb) et de la France (Georges Bernanos, à l'avant-plan, à côté de Nothomb), 19 mars 1927. (Photo CEGES)

national belge du souvenir (dont notre ancien directeur Jean Vanwelkenhuyzen fut l'un des membres) et son président **J.-P. Schellekens**. Les documents ont été produits dans le cadre d'une vaste enquête lancée en 2006/7 auprès de toutes les communes de Belgique. Celle-ci concerne les traces (plaques, monuments, etc.) en rapport avec la Seconde Guerre mondiale. Le grand nombre de réponses reçues permet une analyse quantitative d'un certain nombre d'éléments (AA 2294).

Sur le plan de l'histoire socio-économique de notre pays dans la période qui suit le plan Marshall, nous sont parvenus une série de rapports et de procès-verbaux des réunions du **conseil d'administration et du conseil des délégués de la Fédération des entreprises de Belgique (FEB), entre 1950 et 1957** (AA 2276). Par ailleurs, Daniël Peymans a fait don de ses archives documentaires particulièrement riches concernant le paysage fractionné de **l'extrême gauche en Belgique dans les années soixante et septante**. Les brochures, feuillets, tracts et autres documents fournissent une image vivante des débats idéologiques de ces années, qui nous paraissent parfois aujourd'hui irréels. Les documents concernent le PC-*La Voix du peuple* (Grippa), le PC marxiste-léniniste, l'Action communiste, l'Union des communistes marxistes-léninistes de Belgique, Amada et d'autres groupuscules (AA 2269). Si l'on y ajoute la documentation provenant de groupes d'extrême gauche belge versée précédemment par Charles van den Berg, nous disposons donc désormais d'une collection de plusieurs mètres linéaires sur ce sujet.

Par l'intermédiaire de l'ancien responsable J.-F. Lecocq, nous avons reçu les

archives particulièrement étoffées de **l'Université de la paix sur la formation des objecteurs de conscience**. Ce fonds est donc un 'must' pour toute personne souhaitant travailler sur les objecteurs de conscience, le pacifisme et l'éducation sociale après 1960 (AA 2310). Rappelons par ailleurs que ces questions sont aussi abondamment traitées dans les archives de Jean Van Lierde. Sur le plan purement politique enfin, nous avons reçu de la collection Stengers une importante collection de tracts et de petits journaux de circonstance qui offrent un aperçu fidèle des **élections nationales et communales à Bruxelles entre 1975 et 1985** (AA 2278).

À côté de ces fonds d'archives privés, méritent également être signalées plusieurs acquisitions dans la série **"Journaux personnels et manuscrits"**. Différents aspects de notre 20^e siècle turbulents y sont en effet abordés. Ainsi, le "Journal, 1914-1915" de Raymond D'henin a trait à la Première Guerre mondiale dans la région de Menin (AB 2578). Les premiers contacts belgo-soviétiques font l'objet de "La Belgique et le Russie maximaliste (1917-1921)", un recueil de rapports, de correspondance, de télégrammes et d'articles de presse constitué en 1935 par le service d'archives du ministère des Affaires étrangères (AB 2582). L'expérience Van Zeeland est analysée en 1936 par Camille Gutt dans "Un an de gouvernement Van Zeeland" (AB 2576). La campagne des 18 jours est décrite avec ardeur dans "Campagne de mai 1940. 1er Régiment de Guides, 7e escadron (autos blindées). Extraits du journal de campagne" du Lt. Jack Defize (AB 2586). Le même thème est traité dans "Les combats de l'Escaut 20-23 mai 1940" de Philippe Michiels (AB 2599). Le travail volontaire en Allemagne est abordé dans le journal personnel

de Jos De Groof évoquant la période 8/1940-11/1940 (AB 2593). Enfin, la collection s'est également accrue d'écrits relatifs au Congo (belge). Mentionnons notamment "Les journées troublées de l'Indépendance à Jadotville (Katanga) Juillet 1960" par Jules de Schrevel (AB 2592) et "Défense de la femme africaine

et promotion rurale. 53 années de travail au Katanga" de Marceline Lonhienne (AB 2589).

Les derniers mois ont donc été de nouveau très fructueux sur le plan des acquisitions d'archives qui vont bien au-delà de la Seconde Guerre mondiale.

DM

LES DOSSIERS JUDICIAIRES DES DIRIGEANTS NAZIS EN BELGIQUE

Consultables au CEGES

Il y a quelque soixante ans, le conseil de guerre de Bruxelles jugeait les principaux responsables allemands en Belgique occupée. Les volumineux dossiers formés au cours des différentes enquêtes judiciaires menées en vue de ces procès ont été inventoriés et sont aujourd'hui accessibles sous forme numérique dans la salle de lecture du CEGES.

Les près de 7.000 descriptions donnant accès à 36.500 prises de vue se rapportent à Alexander von Falkenhausen, gouverneur militaire de la Belgique et du Nord de la France, à Eggert Reeder, chef de l'administration militaire sur le même territoire, à Karl Constantin Canaris, chef de la *Sipo-SD* dans le même ressort, à George Franz Bertram et à Bernhardt von Claer, *Oberfeldkommandanten* successifs à Liège, ainsi qu'à Theodor Moskopf, chef de l'*Ersatzkommando Wallonien der Waffen-SS*. Les documents ont principalement trait à l'activité de la *Militärverwaltung* et de la *Sipo-SD*, aux rapports entre ces deux

structures, aux mesures de représailles et aux otages, au travail obligatoire, à la déportation des Juifs, au camp de Breendonk, à la *Sicherheitshaft* (détention préventive) et à la *verschärfte Vernehmung* (interrogatoire 'renforcé')...

L'importante opération d'inventorisation et de digitalisation a pu être réalisée grâce aux moyens fournis dans le cadre de la première phase du plan de numérisation du patrimoine des établissements scientifiques fédéraux. Les cinq inventaires, au sein desquels peut s'opérer une recherche plein texte, sont, comme les images associées aux descriptions qu'ils contiennent, consultables via un ordinateur de la salle de lecture du CEGES. La législation relative à la protection de la vie privée ne permet cependant pas de placer les documents en ligne. Il est par contre possible de recevoir les inventaires produits selon le standard EAD, moyennant l'envoi d'un courriel motivé à **Gerd De Coster** (gerd.decoester@cegesoma.be) ou à **Dirk Martin** (dirk.martin@cegesoma.be).

GDC

BELGIAN WAR PRESS

La presse de guerre belge accessible en format numérique

À partir du mois de décembre 2012, la presse clandestine et censurée des deux guerres mondiales sera accessible en format numérique. À bien des égards, il s'agit là d'un progrès considérable pour la recherche scientifique. Mais le grand public pourra, lui aussi, faire connaissance de manière conviviale avec l'une des sources les plus marquantes des deux conflits mondiaux.

Les occupations de 1914-1918 et 1940-1944 mettent un terme au régime de presse libéral qui caractérisait la Belgique depuis la révolution de 1830. À la place, un système de censure et de contrôle est établi: publier légalement implique désormais de se soumettre à la censure. Se développe par ailleurs une presse clandestine ou illicite qui échappe à la censure, s'oppose à l'occupant et constitue ainsi une forme de résistance. Les deux phénomènes coexistent durant la Première et la Seconde Guerre mondiale. Le CEGES a digitalisé la **presse clandestine et censurée des deux conflits mondiaux** grâce à un financement obtenu dans le cadre du programme de digitalisation des collections des institutions scientifiques fédérales du SPP Politique scientifique.

L'objectif était de numériser la presse de guerre conservée sur papier ou sur microfilm dans les centres de conservation belges. Il ne s'agit donc pas seulement des collections du CEGES, mais aussi de celles d'autres centres de conservation, dépendant du niveau fédéral mais aussi

des communautés, des communes, des provinces ou encore d'organisations privées. Tous les titres et numéros ont été rassemblés et numérisés. De cette manière, un catalogue actualisé a en même temps pu être réalisé.

Le CEGES a développé une interface spécifique qui permet non seulement parcourir (digitalement) les journaux, mais aussi de procéder à des recherches par mots-clés. Les journaux numérisés ont en effet été 'ocrisés'. Il faut toutefois noter que les résultats d'une telle recherche ne sont pas à 100 % fiables, en particulier pour la presse clandestine. La qualité du journal original, les polices de caractères très différentes – parfois même les textes sont manuscrits – laissent en effet parfois trop à désirer. L'interface est intégrée au site internet '*Belgian War Press*', qui revient d'ailleurs largement sur la signification de la presse de guerre. Pour des raisons de droits d'auteur, seule la presse clandestine est accessible en ligne. La presse censurée peut, elle, être consultée dans la salle de lecture du CEGES.

La presse de guerre: une source précieuse

Les historiens professionnels sont depuis longtemps convaincus de la grande importance de la presse censurée et surtout de la presse clandestine pour l'étude de la guerre et de l'Occupation. Non seulement la presse clandestine rend compte de certains événements (par exemple, les grèves), mais en outre elle est un moyen de se profiler idéologiquement

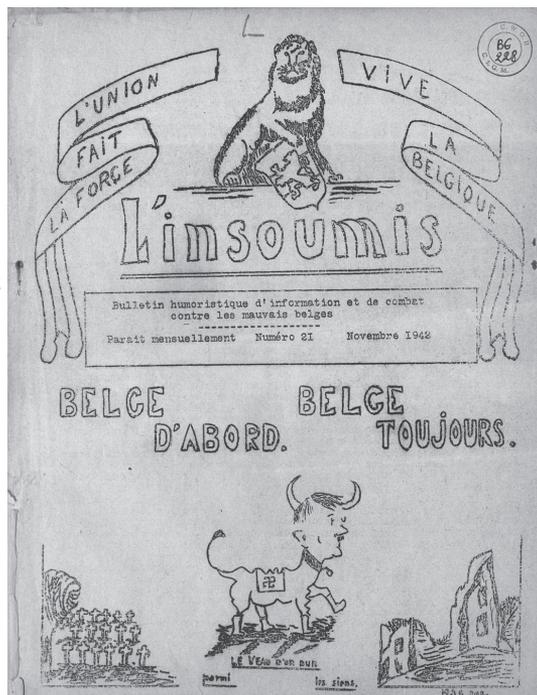
et de préparer l'après-guerre. Cette source s'avère également utile pour reconstituer une partie de 'l'opinion publique', et ce même si ce concept n'est pas sans poser certains problèmes. La presse censurée s'avère, elle aussi, des plus utiles pour la recherche historique. La collaboration y est amplement documentée, c'est une source de premier ordre pour l'étude de la propagande et elle s'avère aussi utile pour la connaissance de la vie quotidienne. Des informations sur le ravitaillement y côtoient en effet les cours de la bourse.

Pour l'historien professionnel, la valeur ajoutée de la numérisation réside surtout dans la facilité d'utilisation. Les presses censurées et clandestines sont dorénavant rassemblées dans un fonds unique, si bien que visiter une à une les diverses institutions qui gèrent les collections devient superflu. Même pour la presse censurée, un seul déplacement – à la salle de lecture du CEGES – suffit désormais. L'interface spécifique facilite la recherche et l'OCR

est un progrès pour ceux qui recherchent une personne ou un événement particulier.

Mais c'est surtout pour un public de non-spécialistes que cette numérisation constitue une avancée significative. La presse est en effet une source précieuse pour celui

qui veut se familiariser avec divers aspects de l'histoire de l'Occupation: même sous la censure, un journal fournit des informations sur un large éventail de phénomènes politiques, économiques et de société. Pour la presse clandestine, s'ajoute encore l'ancrage local : nombre de ces feuilles sont liées à un lieu et se révèlent dès lors une source essentielle pour les historiens locaux.



Page de couverture du n° 21 (novembre 1942) du journal clandestin *L'Insoumis*. (CEGES)

DL

Journée d'étude consacrée à la presse de guerre

À l'occasion de la mise en ligne de la presse clandestine des Première et Seconde Guerres mondiales, le CEGES organise le **vendredi 14 décembre** une journée d'étude sur la presse de guerre. La matinée sera consacrée à la présentation du site web spécialement conçu pour héberger les collections numérisées. Cette séance est prioritairement destinée à la presse, aux institutions partenaires du projet et à tous les utilisateurs potentiels du nouveau site web. Des terminaux seront mis à disposition pour découvrir ce nouveau site.

L'après-midi sera consacrée à une réflexion sur la presse de guerre. Elle sera introduite par un exposé général sur l'utilisation de la presse en temps de conflit. Dans les interventions qui suivront, deux axes de réflexion seront privilégiés : d'une part, la presse clandestine comme instrument d'étude de thématiques variées, et d'autre part, la presse clandestine comme outil d'histoire sociale. Le programme complet de la journée sera disponible sous peu sur notre site.

CK

L'ESPACE COLONIAL, UNE NOUVELLE OUVERTURE POUR LA BIBLIOTHÈQUE DU CEGES ?

En 1996-1997, notre institution changeait à la fois d'intitulé (l'imprononçable CREHSGM se muait en suave CEGES) et de mission: son champ d'investigation s'étendait désormais aux conflits du 'court 20ème siècle' (la période 1914-1991). Dans cette optique, l'histoire des colonies européennes d'Afrique et d'Asie devait y trouver naturellement sa part, depuis la bien oubliée 'guerre du Rif' (1921-1926) jusqu'aux guerres d'Indochine/Vietnam et d'Algérie en passant par celles d'Angola, du Mozambique ou par les convulsions du Congo belge, etc., ...

Petit problème: le Centre, au départ, ne devait s'intéresser qu'aux seuls impacts du dernier conflit mondial sur notre société civile (prise dans son sens large) et, éventuellement, sur celles des pays immédiatement voisins. Dans cette optique, faut-il le dire, la problématique coloniale n'occupait qu'une place congrue, pour ne pas dire anecdotique: on était encore bien loin, en 1967-1970, d'une approche scientifique des matières 'postcoloniales'.

Un quart de siècle plus tard, l'air du temps soufflant décidément dans cette direction, la petite équipe attachée à

enrichir la bibliothèque s'est efforcée de pallier les manques patents dans ces matières et elle y est partiellement arrivée grâce à une attention soutenue à ce niveau, mais également suite à quelques bonnes fortunes provenant de généreux donateurs.

Ces efforts doivent être poursuivis: à l'heure présente, quoique augmentées en de notables proportions par rapport à la collection de base, nos collections livresques relatives à l'espace colonial correspondent à une honnête moyenne pour une institution attachée à étudier l'histoire contemporaine. À titre indicatif, le CEGES dispose présentement de 784 titres d'ouvrages relatifs au Congo/Zaire, tant en français et en néerlandais qu'en anglais. Nous sommes mieux pourvus pour ce qui est des revues et bulletins coloniaux concernant notre ancienne colonie, certes, mais cela peut toujours sembler à bon droit très chichement mesuré, si on n'a pas à l'esprit que ces documents, que ces études s'intéressent pour l'essentiel au Congo dans ses rapports, directs ou indirects, avec les deux conflits mondiaux ou avec les troubles liés à la décolonisation.

Il faut toutefois faire remarquer que, jusqu'il y a peu, d'autres colonies européennes d'Afrique, pourtant importantes par leur position géopolitique, étaient fort peu présentes dans notre bibliothèque ou n'étaient

envisagées que sur le plan militaro-stratégique *stricto sensu*. Il en allait ainsi, par exemple, pour la Libye italienne, qui pour être souvent évoquée, ne l'était qu'à travers le prisme de la campagne d'Afrique du Nord de 1940-1943. Quant au Mozambique et à l'Angola, possessions portugaises très présentes dans l'actualité guerrière des années 1960-1970 (et clous du cercueil du régime salazariste !), elles brillaient par leur absence.

L'introduction très récente d'un ensemble livresque important offert par le professeur **Jean-Luc Vellut** est venu corriger cette situation. Grâce à son obligeance, nous avons pu inscrire dans nos collections non seulement les contributions majeures d'Angelo del Duca sur l'éphémère empire d'Afrique-orientale italienne ou sur la Libye fasciste (*Gli italiani in Africa Orientale*, 1986; *Le guerre coloniali del fascismo*, 1991; *L'Africa nella coscienza degli italiani*, 1992) mais aussi différentes recherches sur l'empire lusitanien, tant d'un point de vue scientifique (A.H. De Oliveira Marques, *Histoire du Portugal et de son empire colonial*, 1998) que s'inscrivant dans une vision militante tiers-mondiste et 'progressiste' (*Belgische Kapitaalsbelangen in Portugal en zijn Kolonies*, 1973). Qui mieux est, par l'intermédiaire du professeur Vellut, nous avons aussi pu disposer de plusieurs dizaines de titres se rattachant à la 'littérature coloniale' des années 1920-1950 (romans, récits de voyages, témoignages,...), très intéressants pour saisir 'sur le vif' la situation socio-économique des populations d'Afrique centrale à travers le regard de l'écrivain ou, sinon, pour percevoir la mentalité du colonisateur.



Le travail se poursuit donc, et espérons que nous ferons encore sur notre route d'aussi heureuses rencontres.

ACol

La patrie (fasciste) appelle les Italiens aux armes pour la guerre d'Éthiopie, dessin de A. Beltrame pour *La Domenica del Corriere*, 22.09.1935. Couverture du livre édité par Angelo del Boca, *Le guerre coloniali del fascismo*, Rome/Bari, 1991.

DU NEUF DANS LA SECTION IMAGES ET SONS

L'année académique qui vient de s'écouler fut l'occasion pour le CEGES d'enrichir ses archives photographiques et de compléter sa collection d'affiches. L'effort en vue d'améliorer encore l'accessibilité aux documents de la section a par ailleurs été maintenu. Petit bilan du travail effectué...

Dans la perspective des commémorations du centenaire du début de la Première Guerre mondiale en 2014, le CEGES a

lancé en septembre 2011 un grand appel en vue de recueillir des **photos** détenues par des particuliers. Ce projet a permis de compléter les nombreux fonds sur la **Première Guerre mondiale** déjà en notre possession. Parmi beaucoup d'autres, notons le fonds Gustave Duchesne avec plus de 300 photos prises pendant le périple des autocanons de Brest à Zbarraz et Gladki Zborow, 145 photos de la famille Ponchau sur l'armée belge, la collection Louis Chantrenne sur le front en Flandre et enfin le très riche fonds de la famille Greindl.



Une salle à l'hôpital d'Hoogstade pendant la Première Guerre mondiale. (CEGES, fonds Famille Greindl, n° 531775)

Du côté des **affiches**, un échange a été réalisé avec un collectionneur allemand, Monsieur Hill, qui possède plusieurs milliers d'affiches portant sur les cinquante dernières années de l'histoire européenne et plus particulièrement de l'Allemagne. Son objectif était non seulement d'acquérir de nouveaux documents, mais également de faire connaître sa propre collection via le réseau des institutions et centres d'archives avec lesquels il collabore. Des doubles de notre collection d'affiches ont donc été échangés contre des doubles de la sienne. Notre choix s'est orienté plus particulièrement sur les thématiques suivantes : la vie culturelle, sociale et politique en **Allemagne avant et après la chute du mur, la construction européenne, la guerre froide**. 300 affiches ont ainsi été acquises.

En termes d'accessibilité aux documents de la section, le travail d'**encodage des légendes des photos** s'est poursuivi en 2011. Ont ainsi été traités **les États-Unis, la Hongrie et l'Afrique du Nord**. Notre bénévole, **Gilbert Waeyenbergh**, a clôturé l'inventorisation des photographies de l'agence de presse Sipro consacrées au **front de l'Est**. Elles sont actuellement en cours de numérisation et progressivement intégrées dans notre catalogue informatisé Pallas. Notre collection d'**affiches** connaît elle aussi une visibilité de plus en plus importante qui conduit à un intérêt grandissant de nos lecteurs pour ce type de documents. Du côté des **archives sonores**, **Céline Rase**, aspirante du FNRS aux Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur, travaille depuis octobre 2011, dans le cadre de sa thèse de doctorat,

sur les émissions de **radio Bruxelles** enregistrées par l'occupant pendant la Seconde Guerre mondiale. En échange d'un soutien scientifique et logistique à ses recherches, elle nous aide à enrichir l'inventaire existant. L'informatisation du catalogue des **interviews sur la vie quotidienne en Belgique durant l'Occupation**, enregistrées entre 1984 et 1998 dans le cadre d'une enquête menée par le professeur Lory et ses étudiants, a également été réalisée. L'accès à ce millier de témoignages en est donc facilité.



Monsieur Hill dans son dépôt d'affiches en Allemagne. (CEGES)

FG

STAGIAIRES ET BÉNÉVOLES EN NOMBRE CROISSANT

Depuis plusieurs années, l'équipe des bénévoles croît et se rajeunit. Cette tendance est encore renforcée par la multiplication des stagiaires. Au total, les uns et les autres sont vingt à avoir œuvré au CEGES depuis l'été 2011. Cette évolution témoigne du renom dont jouit de plus en plus notre institution dans les écoles supérieures et universités, et ce tant à l'étranger qu'en Belgique.

Sept **stagiaires**, issus du pays, mais aussi des Pays-Bas et de France, sont venus se former cette année au CEGES. Ainsi, deux étudiants en archivistique de la *VUB*, **Thomas Laureys** et **Margaux Tailler**, ont choisi le CEGES pour y œuvrer à leur travail de fin d'études. Le premier a établi un plan de calamités pour l'institution, alors que la seconde s'est consacrée à l'établissement d'une structure détaillée pour la collection des tracts.

Par ailleurs, **Sebastian Rondo**, étudiant en histoire de l'ULB, a classé, dans le cadre d'un stage d'une dizaine de jours, les archives d'Armand Dutry et de Clémentine Dutry-Soinne relatives à la présence belge en Grande-Bretagne en 1940-1945 (AA 2277).

En outre, **Meryem Badry**, étudiante bibliothécaire-documentaliste de la Haute Ecole Paul-Henri Spaak de Bruxelles, a, du 23 janvier au 2 mars 2012, attribué des mots-clés à environ 350 ouvrages. Du 7 mai au 6 juillet 2012, **Myriam Plauchu**,

étudiante en Métiers du livre et du patrimoine de l'université Pierre Mendès France de Grenoble, a, quant à elle, intégré dans le catalogue en ligne Pallas, deux collections d'ouvrages relatives à la résistance et à la déportation héritées de particuliers. Elle a aussi développé une réflexion écrite sur la politique d'acquisition de la bibliothèque du CEGES entre 1970 et 1983.

Enfin, deux étudiantes en histoire, **Heleen Ridder**, de la *Rijksuniversiteit Groningen*, et **Isabeau Delaey**, dans le cadre de l'**Instituut voor Publieksgeschiedenis** de l'*Universiteit Gent*, se sont mises à la disposition des secteurs Activités académiques et Histoire publique, la première du 3 octobre 2011 au 20 janvier 2012, et la seconde en novembre et décembre 2011.

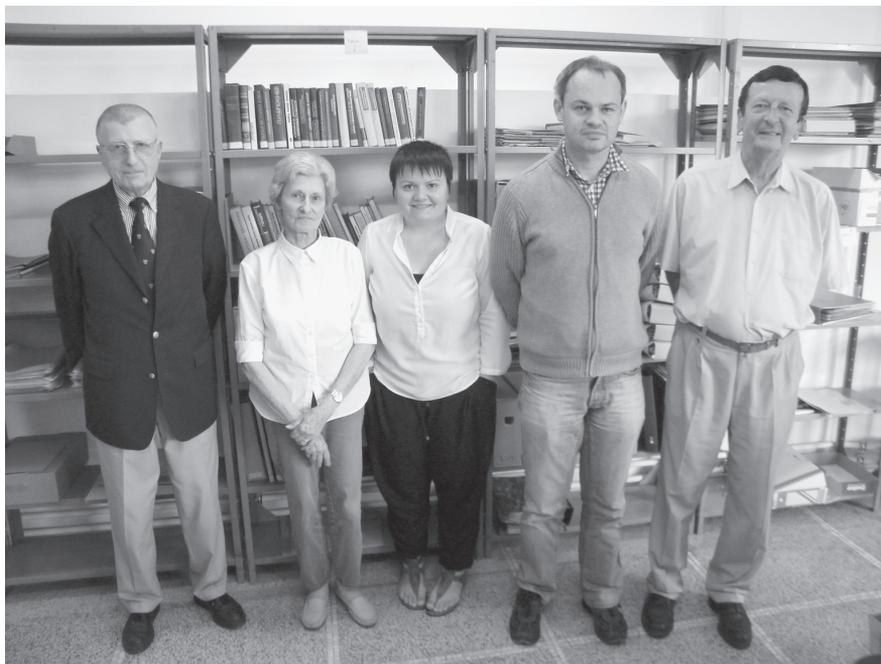
Par ailleurs, treize **bénévoles** ont offert leurs services au CEGES depuis l'été 2011. Parmi ces derniers, quatre anciens ont poursuivi les tâches entamées parfois depuis plusieurs années. Ainsi, **Gilbert Waeyenbergh** a continué à classer les clichés du fonds de l'agence de presse Siphon. Il a terminé la mise en ordre des photos du front de l'Est et a entamé celles relatives à la Grande-Bretagne. Ces dernières offrent la particularité de concerner surtout les années 1930.

Mania Kozyreff n'a, quant à elle, cessé de classer et d'indexer dans Pallas, les centaines de coupures de presse qui aboutissent chaque année à l'institution.

Enfin, **Pierre Brolet** continue à contrôler des inventaires et à mettre de l'ordre dans des fonds d'archives, tandis que **Bruno Picard** s'est attelé à la description détaillée du contenu des émissions Jours de guerre radio (1990-1995), dont le CEGES possède la collection complète.

Cette équipe d'anciens s'est vue renforcée à partir de la fin 2010 par l'arrivée de l'officier de la police fédérale à la retraite **Christian Vanneste**. Ce dernier a réalisé les inventaires des documents de l'asbl Les Anciens Combattants de l'INR (AA 2214) et des archives partielles de l'Armée secrète de Blankenberge (AA 2251). Il travaille désormais à l'établissement d'une liste précise des pièces à conviction rassemblées au lendemain de la guerre par la justice belge au sujet du secrétaire général du ministère de l'Agriculture Emiel De Winter, (AA 1314/712, 735, 743-766).

Les jeunes bénévoles offrent aussi une aide précieuse à l'institution. Ainsi, l'historien **Romain Roland** a achevé le classement du fonds Emilie Horotte-Legros (AA 2213), traitant de la résistance et de la déportation dans la région liégeoise, avant de quitter le Centre en octobre 2011. Le licencié en sciences de la culture **Nico Theunissen**, présent entre juin et novembre 2011, a d'abord réalisé un inventaire précis des cassettes audio contenant les interviews des plus de 1.100 témoins rencontrés entre 1984 et 1988 dans le cadre des séminaires menés à l'UCL sur la vie quotidienne dans le Brabant wallon, le Namurois et le Hainaut. Il a ensuite classé un dossier de recherche concernant les conservatoires de musique (AA 1878), les archives du secrétariat de la fraternelle de l'Armée secrète de Merksem-Deuzeld-Schoten (AA 2173), un fonds relatif aux scouts à Malines (AA 1925), et enfin les archives



Cinq des treize bénévoles du CEGES actifs en 2011-2012: de gauche à droite, Gilbert Waeyenbergh, Mania Kozyreff, Tatiana Sirbu, Nico Theunissen et Pierre Brolet.

de la Fédération nationale des invalides de Liège (AA 1942). Revenu au CEGES en juin 2012, il inventorie désormais le fonds Gustaaf Debelder relatif aux CRAB (AA 2319). De son côté, le (futur) historien **Razvan Nedelcu** est sur le point d'achever l'établissement d'une liste détaillée des archives microfilmées en notre possession du grand diplomate belge Fernand Vanlangenhove (mic 207).

En outre, à partir de septembre 2011, **Antoine Burgard**, détenteur depuis juin 2012 d'une maîtrise en histoire de l'université de Lyon II sur l'accueil des orphelins de la *Shoah* et le travail social juif en France et en Belgique, s'est lui aussi consacré au classement d'archives. Il a d'abord achevé l'inventaire des papiers Emile Clersy traitant du syndicalisme de guerre (AA 608 et 1512), avant de se lancer dans l'inventorisation du fonds de la famille Orfinger traitant de la participation des Juifs à la résistance (AA 2080). Il apporte aussi son aide au programme *EHRI*.

Par ailleurs, **Tatiana Sirbu**, historienne d'origine moldave ayant défendu en juin 2012 une thèse de doctorat sur les Tsiganes de Bessarabie entre 1812 et 1956, offre depuis la fin mai 2012 ses compétences en russe. Elle a ainsi traduit en français un inventaire consacré aux archives relatives aux prisonniers de guerre et aux internés politiques de l'URSS conservées à Moscou (BA 36.522). Elle s'occupe désormais d'octroyer des mots-clés aux centaines d'ouvrages en russe de la bibliothèque. Signalons encore que l'étudiant en histoire **Stanley Kollasch** a classé en juillet 2012 le fonds Pierre Nothomb relatif à la neutralité du pays en 1939-1940 (AA 2196).

De plus, la jeune étudiante allemande **Marieke Speller**, présente au CEGES entre septembre 2011 et août 2012, a poursuivi le travail de bénévolat entamé par l'*Aktion Sühnezeichen Friedensdienste* en nos murs depuis avril 2009. Elle a notamment continué à classer le volumineux fonds relatif au Front de l'indépendance (AA 2127) et à enquêter sur les réfugiés allemands en Belgique dans les années 1930. Elle a aussi organisé le 6 juillet 2012 au CEGES un séminaire sur la littérature des exilés allemands. Sa compatriote **Jule Wittgreffe** lui a succédé à partir du 16 septembre 2012.

Enfin, depuis le 1er août 2012, un autre germanophone, l'autrichien **Martin Bangratz**, œuvre comme bénévole dans l'institution. Cet étudiant en économie internationale et administration du travail, section marketing, de l'université d'Innsbrück effectue en effet son service civil au CEGES. Il a commencé par participer au classement des archives et sera dans un proche avenir appelé à prendre part au développement de nos outils de communication en ligne ainsi qu'à l'organisation d'événements internationaux.

FM



Une asbl toujours aussi dynamique

Un an déjà s'est écoulé depuis la publication des dernières nouvelles de l'asbl ...

*Cette année aura été celle d'un renouvellement partiel du conseil d'administration de l'asbl. **José Gotovitch**, ancien directeur du CEGES et **Etienne Verhoeyen**, il y a quelques années encore, président de l'asbl, ont décidé de se retirer. Tous deux restent néanmoins membres et nous profitons de ces quelques lignes pour chaleureusement les remercier !*

*Par ailleurs, le conseil d'administration s'étoffe avec l'arrivée de **Jacques Drouart** et d'**Alvin De Coninck**.*

Jacques Drouart, ingénieur industriel à la retraite, a travaillé pendant plus de 10 ans comme bénévole pour le secteur Documentation du CEGES. Depuis 1998, il est membre de l'asbl et a d'ailleurs déjà occupé un mandat d'administrateur il y a quelques années ...

Alvin De Coninck, instructeur retraité du VDAB, est actif dans un mouvement pour la paix et membre de l'ACER (les Amis des Combattants en Espagne républicaine). Depuis le début des années 2000, il est membre de l'asbl et s'intéresse aux développements dans les deux Allemagne d'après guerre.

Qu'y a-t-il eu au programme de cette année ?

*Le 24 janvier 2012, **Laurence van Ypersele** et **Emmanuel Debruyne** présentaient leur ouvrage *Je serai fusillé demain*. Les dernières lettres des patriotes belges et français fusillés par l'occupant, 1914-1918, un témoignage exceptionnel de l'homme face à la mort ainsi qu'un éclairage très particulier sur les conceptions religieuses, civiques et familiales de l'époque.*

*Le 9 mars 2012, un premier bilan des recherches sur l'assassinat de Julien Lahaut avait lieu (présentation par **Emmanuel Gerard**, **Widukind De Ridder** et **Françoise Muller**). Le débat s'est déroulé en présence de **Véronique De Keyser**, **Etienne Verhoeyen** et **Rudi Van Doorslaer**. Il a rassemblé la presse et un large public.*

*Le 14 mai 2012, **Jos Rathé** est venu présenter son ouvrage *De Duiters kwamen niet. De lotgevallen van de joodse patiënten in de Geelse Kolonie (1940-1945)*. Il a expliqué de façon pertinente et détaillée pourquoi les patients psychiatriques juifs*

La présentation, dans le cadre de l'asbl, des premiers résultats de l'enquête scientifique orchestrée par le CEGES sur l'assassinat de Julien Lahaut a, comme le montre cette photo, rencontré un vif succès.



Le président de l'asbl, Jacques Wynants, présente les auteurs de l'ouvrage *Je serai fusillé demain* devant un parterre une fois de plus bien garni.

de la colonie de Geel ne furent jamais emmenés et comment la plupart d'entre eux survécurent à cette période.

Au début de l'année 2013, nous aurons la chance d'accueillir le journaliste **André Dartevelle**, qui viendra nous parler de ses recherches sur la résistance à Watermael-Boitsfort à l'occasion de la sortie de son livre sur le sujet.

Nous aurons également l'opportunité de découvrir le nouveau musée de Malines, dénommé Kazerne Dossin, Mémorial, Musée et Centre de Documentation sur l'Holocauste et les Droits de l'Homme.

Pour davantage d'informations sur l'asbl, vous pouvez contacter sa secrétaire générale, **Isabelle Ponteville** (02.556.92.09), ou consulter la rubrique 'Les Amis du Ceges' sur le site www.cegesoma.be.

IP

Dernières nouvelles

Séminaires – Automne 2012: Aperçu du programme

Mercredi 21 novembre, 14h30:

Laurent Thiery (Université Lille 3): *La répression: un élément central de la stratégie politique d'occupation dans les départements du Nord-Pas-de-Calais*

Mercredi 5 décembre, 14h30:

Ugur Ümit Üngör (Universiteit Utrecht/NIOD): *Onteigening en vernietiging: genocide en de confiscatie van Armeens bezit in 1915*

Mercredi 19 décembre, 14h30:

Tatiana Sirbu (ULB): *La politique des "villages tsiganes" en Bessarabie sous trois administrations : tsariste, roumaine et soviétique: 1812-1956*

Les séminaires se déroulent dans la salle de conférence du CEGES, à l'adresse suivante: square de l'Aviation, 29 à 1070 Bruxelles. L'accès est gratuit, mais il est demandé de s'inscrire à l'avance en téléphonant au 02/556.92.11 ou en envoyant un courriel à cegesoma@cegesoma.be.

Quelques rapports sur le site du CEGES

En octobre-décembre 2012, le CEGES présentera quelques nouveaux rapports: le rapport final (en français, en anglais et en espagnol) du projet "*Transitional Justice. Learning from European Experiences*" écrit par **Luc Huyse**; le rapport final "Histoire orale en Belgique" (en néerlandais) rédigé par **Nico Wouters**; et le rapport final "*The Liberation and the End of Belgium (1944-47)*" écrit par **Nico Wouters** et **Martin Conway** (le rapport du premier 'atelier de travail académique' du CEGES). Tous ces rapports pourront être chargés gratuitement en tant que documents pdf sur le site du CEGES.

Belgique - België
P.B. - P.P.
1070 Bruxelles 7
BC 11568

Politique Scientifique Fédérale

belspo

.be

